Paul RASSINIER

ULYSSE
trahi par les siens

Complément

au "Mensonge d'Ulysse"

DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES

Dépôt central : La Librairie Française, 58, rue Mazarine - PARIS VI[e]

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE : CINQUANTE EXEMPLAIRES SUR ALFA NUMÉROTÉS DE 1 A 50, CENT EXEMPLAIRES SUR BOUFFANT NUMÉROTÉS DE 51 A 150, RÉSERVÉS AUX SOUSCRIPTEURS, LE TOUT CONSTITUANT L'ÉDITION ORIGINALE

Edité par Documents et Témoignages
(H. Coston, B.P. 92-18, Paris 18e)

AVERTISSEMENT

Les textes rassemblés dans cet ouvrage ont déjà été publiés dans la presse internationale à des dates et dans des occasions différentes.

De l'un à l'autre, le lecteur trouvera donc fatalement des redites qui résultent d'une utilisation différente du ou des documents analysés.

Il voudra bien nous en excuser : l'auteur et nous-même avons jugé préférable de ne pas donner prise à la critique en changeant quoi que ce soit aux textes originaux.

L'ÉDITEUR

INTRODUCTION

A une époque où la littérature et le journalisme sont devenus le monopole des ratés du bac et des métiers académiques et où, par voie de conséquence, on compte sur les doigts d'une seule main les écrits qui survivent à la période de leur lancement publicitaire, il est évidemment peu commun qu'après plus de dix ans *Le Mensonge d'Ulysse* soit encore d'actualité.

A la vérité, je n'y suis pour rien : ce sont les circonstances, — les mêmes d'ailleurs qui, voici plus de dix ans, m'avaient décidé à écrire ce livre. A l'époque, la littérature concentrationnaire était à son apogée. Dans les milieux que je fréquentais, tout le monde était conquis. En apparence, du moins. En fait, je ne mis pas longtemps à m'apercevoir que, dans leur for intérieur, beaucoup de gens se posaient des questions sur les véritables

buts de l'entreprise. Sous couvert de discréditer le nazisme, tous ces plumitifs ne se proposaient-ils pas, tout simplement, de creuser un insondable fossé entre la France et l'Allemagne en discréditant à jamais le peuple allemand ? L'un d'eux, un curé, avait même avoué crûment une haine peu banale (1). Dès lors, il ne pouvait échapper que c'était singulièrement compromettre l'avenir de l'Europe et faire le jeu du communisme. D'autant qu'au surplus, à gratter un peu le vernis, on ne pouvait non plus ne pas s'apercevoir que tout en prenant la précaution de déclarer qu'ils n'étaient pas communistes, tous ces enragés ne manquaient jamais de proclamer hautement que les communistes étaient de grands bonshommes, qu'il n'y avait qu'eux qui... que... etc...

Je ne sais pas pourquoi, chaque fois que ces soupçons et ces appréhensions étaient formulés devant moi, j'avais l'impression qu'on me regardait avec insistance comme si on attendait quelque chose de moi. Bien sûr, je faisais les correctifs qui

(1) « Les Français doivent savoir et doivent retenir que les mêmes erreurs ramènent les mêmes horreurs. Ils doivent *rester avertis du caractère et des tares de leurs voisins d'Outre-Rhin, race de dominateurs* et c'est pourpourquoi le n° 43.652 a écrit ces lignes. Français soyez vigilants et *n'oubliez jamais !* » (« 16 mois de bagne » du Frère Birin des Ecoles chrétiennes d'Epernay, de son vrai nom Alfred Unterreiner). Cette excitation à la haine, on la retrouve, quoique le plus souvent dans une forme plus adroite, dans tous les livres qui ont été publiés sur les camps de concentration allemands.

me paraissaient nécessaires, mais, je le jure, j'étais depuis longtemps fixé sur les tribulations de la vérité historique et je n'avais pas l'intention de descendre dans l'arène. J'y suis descendu, pourtant. Au bahut, c'était déjà comme ça : si la soupe était mauvaise, c'était moi qu'on désignait pour l'aller dire à qui de droit et ça se terminait généralement par une colle. Plus tard, à la caserne, il n'y avait toujours que moi et c'était plus grave : la salle de police. On sait que pour *Le Mensonge d'Ulysse*, m'étant décidé à l'écrire un jour que je m'y étais irrésistiblement senti tenu par les termes dans lesquels, en ma présence et comme s'adressant plus particulièrement à moi, le colonel Rémy avait exprimé devant un cercle d'amis, son dégoût pour toutes les complaisances dont bénéficiait le communisme, ça s'est terminé en cassation. Il faudra que je me regarde attentivement dans une glace : je dois avoir une gueule de bouc émissaire...

Ce qui est sûr c'est que cette affaire était depuis longtemps classée dans mon esprit. J'avais gagné mon procès, on avait dû tirer quatre éditions successives de l'ouvrage et j'étais loin de penser à une cinquième. Il y avait bien mon éditeur qui, depuis deux ou trois ans, me disait de temps à autre, qu'il recevait toujours des commandes mais chaque fois, nous tombions d'accord que le nombre n'en était pas suffisant pour justifier commercialement une nouvelle édition. N'étant ni l'un, ni l'autre, des marchands de papier, nous ne pensions pas aux

ressources de la publicité. Et surtout, nous avions d'autres soucis.

Un jour, il nous a bien fallu nous rendre à l'évidence : comme le fleuve de Jaurès qui reste fidèle à sa source en allant vers la mer, les circonstances avaient évolué à notre insu dans un sens fidèle à leurs origines. Nous avions, certes, bien vu qu'en dix ans l'Europe était devenue une nécessité pour tous les hommes de l'Occident, jusques et y compris ses plus farouches adversaires. Nous nous y attendions même, car cela, nous l'avions prévu. Il ne nous avait pas davantage échappé, ni que l'Amérique n'accepterait l'Europe qu'à la condition d'en être sacrée métropole économique, ni qu'en aucun cas la Russie ne pourrait l'accepter, ni enfin que sa seule chance de l'empêcher était d'en isoler l'Allemagne. Et quel meilleur moyen d'en isoler l'Allemagne que de ressusciter les vieilles haines franco-allemandes en partant en guerre contre le militarisme allemand et le nazisme tout aussi inexistants l'un que l'autre avec des arguments puisés dans la littérature concentrationnaire ? Au moment de l'arrestation d'Eichmann, ce fut du délire : ainsi que le déclara le 20 juin 1960, à un envoyé du *Monde* une haute personnalité allemande (dont le nom n'a pas été révélé) le monde entier se vit offrir de nouveau « tous les jours, au petit déjeuner du matin, six millions — quand ce n'était pas neuf ! — de Juifs exterminés dans les chambres à gaz ». Et ça l'agaçait, le monde entier : d'une part, à tort ou

à raison, il avait maintenant des doutes aussi bien quant au chiffre qu'au moyen ; de l'autre, il ne lui plaisait guère qu'un problème pour lui — à tort ou à raison aussi — exclusivement européen, se transformât ainsi en problème à peu près exclusivement israélien.

Les Allemands qu'on se mit à arrêter par paquets de cent ou de mille voulurent éditer *Le Mensonge d'Ulysse* à titre de contre-poison. Par réaction contre les entreprises du résistantialisme international les Américains du Nord voulurent l'éditer en anglais et ceux du Sud en demandèrent une édition en espagnol. Sur ces entrefaites, un certain Benartsky écrivit dans *Le Monde* que j'étais « un auteur bien connu pour mes sympathies hitlériennes (2) » et il n'en fallut pas plus pour qu'on

(2) Naturellement, j'écrivis au *Monde*, mais, non moins naturellement, tout en reconnaissant que mes qualités de résistant et mon socialisme étaient de bon aloi, *Le Monde* ne publia de ma réponse que ce qui ne dérangeait pas les raisonnements de son rédacteur. Et il précisa que ce qui m'était reproché, c'était ma « collaboration avec un éditeur qui avait été jadis officier S.S. ». J'envoyai donc une seconde rectification pour dire, d'une part, que cela était faux — parce que c'était faux, — de l'autre que, même si c'était vrai, il s'agissait non d'une collaboration, mais de relations d'auteur à éditeur, du même genre que celles de M. Mendès-France avec son éditeur dont on sait — et là, c'est indiscutable ! — qu'il fut, sous l'occupation, celui de tous les auteurs du Pétainisme. Bien entendu, cette nouvelle rectification ne fut pas publiée. Ces méthodes me paraissant porter préjudice beaucoup plus à ceux qui les emploient qu'à ceux qui en sont victimes, je n'insistai pas. P. R.

voulût à nouveau se renseigner sur ce qu'avait bien pu écrire ce curieux bonhomme dont on avait tout oublié sauf son passé de résistant et de militant puis de député socialiste : les commandes se mirent à affluer en nombre suffisant pour justifier une cinquième édition.

Et voilà.

Mais ici se posait un problème délicat : d'une part, il n'était pas possible, après plus de dix ans, de republier le *Mensonge d'Ulysse* sans tenir compte des documents rendus publics depuis ; de l'autre, en faire état, c'était le transformer en un autre livre qui ne serait plus protégé par l'immunité qui couvre la chose jugée et s'exposer à un nouveau procès... que, à moins de faire jouer contre nous ce pouvoir discrétionnaire dont le gouvernement use si généreusement contre la presse, nous eussions gagné comme l'autre, mais à quoi bon se compliquer la vie ?

Nous avons donc décidé de publier en cinquième édition *Le Mensonge d'Ulysse* tel qu'en lui-même l'Eternité ne le changera jamais puis, à part, ce petit livre exclusivement consacré aux documents qui ont été rendus publics au cours de ces dix dernières années.

Ai-je besoin de préciser qu'ils confirment au-delà de tout espoir toutes les thèses que j'ai soutenues ? Si on le jugeait nécessaire, il me suffirait de dire que dans cette cinquième édition du *Mensonge d'Ulysse* mise en vente en même temps qu'*Ulysse*

trahi par les siens aucune autre modification n'a été apportée à la version originale que le ... point-virgule — c'était une coquille visible — si bruyamment réclamé par M. Louis Martin-Chauffier.

On ne manquera pas de remarquer que si les circonstances me servent, elles servent aussi le lecteur : s'il possède déjà *Le Mensonge d'Ulysse*, il s'en tirera au moindre prix.

Amateurs de reliure ne pas se presser : tous les documents qui concernent cette affaire n'ont pas encore été rendus publics et il y aura sûrement au moins une autre suite.

Dans le même format. bien sûr.

Le 1er septembre 1960. P. R.

CHAPITRE I

« Le Commandant d'Auschwitz parle... » de Rudolf Hoess [1]

Dès que, les hostilités ayant à peine pris fin, l'existence des camps allemands de concentration fut révélée au monde — en même temps, d'ailleurs, qu'au peuple allemand — ce ne fut qu'un cri : on n'avait jamais vu cela et il fallait un génie aussi démoniaque que celui de l'Allemagne pour l'inventer. Personne ne remarqua sur le moment que ceux qui criaient le plus fort étaient les communistes. Et, comme les communistes ajoutaient qu'ils s'y étaient le mieux conduits, que grâce à eux beaucoup de gens voués à l'extermination avaient été

(1) Repris d'une publication allemande, ce texte a été publié en France par *Défense de l'Occident.*

sauvés d'une mort affreuse, à quelques esprits près, tout le monde leur emboîta le pas et les crut d'autant plus facilement qu'ils avaient trouvé deux écrivains de talent sinon d'une indiscutable probité pour les cautionner : David Rousset en France et Eugène Kogon en Allemagne.

Le temps aidant, si les choses ne rentrèrent pas tout à fait dans l'ordre normal, la vérité sortit peu à peu du puits.

Les historiens un moment étonnés par la version communiste et qui n'avaient cependant rien osé dire, les communistes étant au pouvoir dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, commencèrent à écrire que l'Allemagne n'avait pas inventé les camps de concentration, que les Anglais les avaient utilisés contre les Boers en Afrique à la fin du siècle dernier, que les Français y avaient parqué les Espagnols en 1938, que les Russes s'en servaient depuis 1927 et qu'ils y gardaient jusqu'à 20 millions de personnes, etc... Bref, *que tous les pays du monde* avaient, à une période ou à une autre de leur histoire, utilisé cette institution et que, chaque fois, on avait pu y constater les mêmes horreurs que dans les camps de concentration allemands, *quelle que soit la forme du gouvernement.*

A mes yeux, la manœuvre des communistes était claire : en mettant l'accent sur les camps allemands ils pensaient faire diversion et détourner l'attention du monde des 20 millions de personnes qu'ils

gardaient dans leurs propres camps et auxquels ils imposaient des conditions de vie dont les témoignages aujourd'hui publiés de quelques rescapés (Margareth Buber-Neuman, notamment) ont amplement prouvé qu'elles étaient pires encore que celles que nous avions connues dans les camps allemands. En outre, cultivant l'horreur en s'appuyant sur David Rousset et Eugène Kogon, les communistes, dont le thème central était : « N'oubliez jamais cela » (2), voulaient maintenir les puissances occidentales en état de division et, plus particulièrement, empêcher tout rapprochement entre la France et l'Allemagne, piliers de l'union occidentale.

Aujourd'hui seulement, on s'aperçoit que, sur ce dernier point, ils ont atteint leur but et on commence à comprendre que leur thèse sur les camps de concentration ne les a pas peu aidés. Pour ce qui est de l'horreur inhérente aux camps de concentration, *dans quelque pays et sous quelque gouvernement que ce soit*, c'est la France elle-même qui en apporte le témoignage le plus probant : en juillet 1959, alors qu'il faisait un reportage en Algérie, le journaliste français Pierre Macaigne du *Figaro* a eu l'occasion de visiter le camp de concentration de Bessombourg, où il a vu des milliers de personnes dans le même état de

(2) Voir note 1, p. 9.

santé qui était le nôtre quand nous sommes sortis des camps allemands. Le rapport de la Croix Rouge internationale publié en 1959 atteste d'autre part qu'en Algérie, il y a « plus de cent camps » comme celui-là, en tout 1.500.000 personnes détenues, soit le 1/6 de la population...

Ce point étant établi, il n'est pas indifférent d'entrer dans le détail et de donner quelques exemples de « vérités » révélées par les communistes et admises hier par une opinion crédule dont on peut dire aujourd'hui qu'elles étaient des mensonges éhontés.

Car les communistes n'ont pas désarmé : la culture de l'horreur — *d'une horreur à laquelle ils ont leur bonne part puisqu'ils administraient eux-mêmes les camps allemands de concentration et y avaient la haute main sur tout* — ayant si admirablement servi leurs desseins politiques, ils essaient de l'entretenir en publiant de temps à autre ce qu'ils appellent dans un délicieux euphémisme, un témoignage. On sait, certes, que venant de l'autre côté du Rideau de fer, tous ces « témoignages » sont suspects d'avoir été fabriqués pour les besoins de la cause, mais la propagande communiste est si bien faite, ils sont traduits dans toutes les langues et si abondamment répandus en Europe occidentale, que les esprits non avertis qui sont, malgré tout le plus grand nombre, peuvent se laisser abuser et que, même si ce travail est fastidieux, il devient nécessaire de les examiner à la loupe pour

mettre l'escroquerie en évidence. En 1953, nous avons eu « *S.S. Obersturmfürer Dr Mengele* » par le Dr communiste Hongrois Niyzli Miklos et, aujourd'hui « *Der Kommandant von Auschwitz spricht* » qui prétend être une confession rédigée en prison par Rudolph Hoess, dans les derniers jours qui ont précédé sa pendaison, à Cracovie, le 7 avril 1947.

Ces deux « témoignages » concernent Auschwitz-Birkenau et ils ont été publiés pour prouver que la plupart des concentrationnaires et plus particulièrement les Juifs avaient été systématiquement exterminés par le moyen des chambres à gaz. Je ne suis pas fâché de les pouvoir confronter aujourd'hui : la contradiction du premier par le second confirme au-delà de tout espoir la thèse que, sur ce sujet, je soutiens dans « *Le Mensonge d'Ulysse* ».

***

De 1947 à 1953, j'ai dit et redit dans la presse française qu'aucun déporté vivant ne pouvait avoir vu des chambres à gaz en action et chaque fois qu'on m'en a signalé un qui acceptait la confrontation, je l'ai pris en flagrant délit de mensonge et publiquement obligé à convenir qu'effectivement, il n'avait rien vu de ce qu'il racontait. Le dernier en date a été le curé J.-P. Renard (dont il est question dans « *Le Mensonge d'Ulysse* » p. 153) qui avait réussi à faire croire à toute la France qu'il avait

vu asphyxier des milliers et des milliers de personnes à Buchenwald et à Dora où... il n'y avait pas de chambres à gaz !

Mon opinion finissant à la longue par s'imposer, on a commencé à me sortir des déportés de l'autre côté du rideau de fer avec lesquels la confrontation était, naturellement, impossible et qui, déclarant avoir assisté au supplice, le décrivaient minutieusement.

Le premier a été le docteur communiste hongrois Miklos, ancien détenu d'Auschwitz-Birkenau où il contrôlait, dit-il, le Kommando des fours crématoires et des chambres à gaz.

Celui-là croyait sans doute m'embarrasser en me parlant d'Auschwitz, camp où je n'avais pas été interné et sur lequel je n'étais moralement pas autorisé à porter témoignage. Il ignorait seulement que l'histoire étant un peu mon métier je pouvais être assez familier avec le document historique pour en accepter ou refuser l'authenticité à simple lecture. Dans son cas, ce sont les chiffres qu'il produisait qui firent éclater l'imposture : 25.000 personnes par jour pendant près de cinq années, je n'eus aucune peine à démontrer que cela faisait 45 millions et que 4 fours crématoires de chacun 15 cornues, même à 3 cadavres par cornue, avaient besoin de plus de 10 ans pour brûler tout cela.

Il en convint et m'écrivit qu'il se contentait de 2.500.000 cadavres dont tous n'étaient pas juifs et

dont tous n'avaient pas péri par le moyen de la chambre à gaz.

Mais il maintenait tout le reste. Je jugeai inutile de continuer la controverse avec un tel individu.

Dans le livre que les communistes polonais (par les soins de qui il a été publié et distribué dans le monde en cinq langues) présentent comme une confession de Rudolph Hoess, Lager-kommandant d'Auschwitz de mai 1940 à novembre 1943, je lis :

« *Au cours du printemps de* 1942 *DES CENTAINES d'êtres humains ont trouvé la mort dans les chambres à gaz* » (p. 178 de l'édition française).

Des *centaines* en trois mois... Nous sommes loin des 25.000 par jour — soit 2 millions en trois mois — du communiste Miklos ! Il ne nous reste qu'à attendre le prochain « témoin » qui passera peut-être des centaines à zéro... ce qui serait exagéré dans l'autre sens.

Le Rudolph Hoess des communistes polonais n'est d'ailleurs pas très en accord avec lui-même car, quelques pages plus loin, il écrit :

« *Le chiffre maximum de gazés et d'incinérés* « *en* 24 *heures s'est élevé un peu au-delà de* 9.000 « *pour toutes les installations...* » (p. 236).

Enfin, un autre chiffre qu'il donne prête à méditation :

« *Vers la fin de* 1942 (*les fours crématoires* « *n'ayant pas encore fonctionné parce que pas*

« *construits*) (3), *TOUTES les fosses du camp « furent nettoyées. Le nombre des cadavres qui y « avaient été enterrés s'élevait à* 107.000. » (4).

De quoi on peut inférer qu'en trois années (1939-1942) il était mort 107.000 personnes à Auschwitz, soit moins de 100 par jour ! A ce rythme, nous sommes loin des 2.500.000 de Miklos pour toute la guerre et surtout des 9.000 par jour !

Veut-on d'autres sujets d'étonnements ? Alors, voici trois propositions sur lesquelles le lecteur pourra méditer à loisir :

1. « Pour autant que je me souvienne, les « convois qui arrivaient à Auschwitz ne « comportaient *jamais plus de* 1.000 *per-« sonnes* » (p. 229).

(3) Ceci prouve au moins qu'à la fin de 1942, les fours crématoires n'étaient pas construits à Auschwitz-Birkenau et donc, les chambres à gaz non plus, car il serait bien étonnant qu'on les ait construites avant les fours dont les « témoins » sont *unanimes* à dire qu'elles étaient inséparables, ce qui est logique : les Allemands ne se seraient sûrement jamais lancés dans cette production industrielle de cadavres sans s'être donné, en même temps que le moyen de les produire, celui de les incinérer. Or, Kogon, Miklos et David Rousset nous disent qu'elles étaient « prêtes à fonctionner dès le printemps de 1942 » et Hoess qui le prétend aussi (p. 171) nous dit plus loin (p. 172) qu' « au printemps et en été 1942, il a fallu utiliser une morgue pour les premières exterminations » parce qu'elles ne l'étaient pas !

(4) Dans ce chiffre, précise plus loin Rudolph Hoess, sont compris non seulement les convois de juifs gazés depuis le début jusqu'au moment où l'on procéda aux incinérations, mais aussi les cadavres de tous les détenus morts au camp d'Auschwitz-Bikenau pendant cette période (p. 231).

2. « A la suite de retards dans les communica-
« tions, il nous arrivait *cinq* convois par
« jour au lieu des *trois* attendus » (p. 236).
3. « Pour l'extermination des Juifs hongrois, les
« arrivages des convois se succédaient à
« raison de 15.000 *personnes par jour* »
« (p. 239).

D'où il appert que : 1.000 X 5 = 15.000 (!).

Pour terminer sur ce point, on me permettra de citer encore ceci qu'on peut lire p. 245 :

« *Comme je l'ai déjà dit, les crématoires I et II* « *pouvaient incinérer environ* 2.000 *CORPS en* « 24 *heures : il n'était pas possible de faire plus si* « *on voulait éviter les dégâts. Les installations III* « *et IV devaient incinérer* 1.500 *CADAVRES en* « 24 *heures* (5). *Mais, pour autant que je sache, ces* « *chiffres n'ont jamais été atteints* » (6).

Comment ne pas déduire de ces contradictions flagrantes qu'il s'agit là d'un document falsifié après coup, hâtivement, et par des illettrés ?

Cette fabrication après coup se devinait d'ailleurs déjà, rien qu'à la présentation du livre : écrit au

(5) Il y avait 4 fours crématoires à Auschwitz-Birkenau et non 46 comme il est écrit aujourd'hui encore dans tous les journaux.

(6) Or, dans son livre « S.S. Obersturmführer Dr Mengele»,le communiste hongrois Dr Niyzli Miklos qui prétend avoir appartenu au kommando d'extermination et, à ce titre avoir été témoin, nous dit que 25.000 cadavres étaient incinérés chaque jour...

crayon et précieusement conservé dans les archives du Musée d'Auschwitz où, à moins d'être un communiste reconnu, personne ne peut aller contrôler; portant la date de février-mars 1947, connu depuis cette date et publié seulement en 1958; attribué à un mort qui, de toutes façons, ne peut pas protester contre les déclarations qui portent sa signature, etc.. tout cela en dit, à soi seul, trop long.

Ces contradictions chiffrées ne sont d'ailleurs pas les seules anomalies de ce témoignage, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est... singulièrement tardif.

*
* *

Parmi ces autres anomalies, la première qui vient à l'esprit est celle qui relève des ordres d'extermination d'origine gouvernementale.

D'un de ces ordres, j'ai déjà fait justice : celui de faire sauter tous les camps de concentration à l'approche des troupes alliées et d'y exterminer ainsi tous leurs occupants, gardiens compris. On sait aujourd'hui que cet ordre reçu par tout le monde, brandi contre les accusés du procès de Nüremberg et abondamment commenté par les Rousset, sous-Rousset et autres Kogon n'a jamais été donné (7) et n'est qu'une invention du sinistre

(7) Dans le livre de Hoess, il est dit que « Himmler avait personnellement donné l'ordre d'évacuer les camps dès janvier 1945 » (p. 203) et qu'en cas d'impossibilité

médecin-chef S.S. du Revier de Dora, le Dr Plazza, pour s'attirer la bienveillance des alliés et sauver sa peau. (Voir « Le Mensonge d'Ulysse », p. 24.)

En dépit que les intentions de ceux qui ont publié « *Der Lagerkommandant von Auschwitz spricht* » n'aient pas été de démontrer qu'il en a été de même des ordres d'extermination par les gaz, j'ai bien peur qu'en définitive ce soit ce but qu'ils aient atteint.

D'abord, il est explicitement reconnu dans ce livre que *la première utilisation du gaz pour tuer des détenus a été perpétrée sans ordre aucun, avec un gaz de fortune et alors que parmi les responsables du camp, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, personne ne s'y attendait :*

« Pendant l'un de mes voyages d'affaires (1942) « mon suppléant, le Schutzhaftlager Fritzsch (8) « fit usage des gaz contre un lot de fonctionnaires « politiques de l'armée rouge. Il employa en l'oc- « currence la préparation de cyanure (cyclon B) « qu'il avait sous la main parce qu'on l'utilisait « constamment au bureau comme insecticide. Il « m'en informa dès mon retour » (p.172).

Ainsi, sur l'initiative fortuite d'un subalterne, serait née une méthode qui aurait été utilisée en grand contre les Juifs.

« d'atteindre l'étape fixée, les convois devaient être remis au Volksturm des localités où ils étaient arrêtés » (p. 204).

(8) Acquitté à Nürnberg, dit Hoess.

A plusieurs reprises, dans le corps de l'ouvrage, Rudolf Hoess dit (ou on lui fait dire) que les plus hautes instances gouvernementales du IIIe Reich et particulièrement Himmler, lui ont *verbalement* réitéré les ordres d'exterminer les Juifs par les gaz, mais :

« *On n'a jamais pu obtenir sur ce sujet une décision claire et nette d'Himmler* » (p. 233). Et, alors qu'il était, lui Hoess, pour la gazéification en grand :

« J'ai souvent traité de cette question dans mes « rapports mais je ne pouvais rien contre la pres- « sion d'Himmler qui voulait toujours avoir *plus « de détenus pour l'armement* » (p. 189) et donc s'y opposait.

De toutes façons, on ne voit pas bien comment Himmler aurait pu avoir « toujours plus de détenus pour l'armement » en en faisant exterminer toujours de plus en plus par les gaz.

Il faut au surplus noter que, Himmler ayant *verbalement* demandé à Hoess de construire des chambres à gaz à Auschwitz (en été 1941), Hoess lui « soumit un plan détaillé des installations projetées » à propos duquel il déclara : « *Je n'ai jamais reçu de réponse ou de décision à ce sujet* » (page 227). Les chambres à gaz ont cependant été construites parce que, dit Hoess, « par la suite, Eichmann (un sous-ordre (9) de Himmler) *me dit*

(9) Ce sous-ordre occupait le poste de chef de la section A. IV B. 4 (affaires juives) de la Gestapo. A ce titre, il

en passant — donc verbalement : tout est verbal, dans cette affaire ! — que le Reichsführer était d'accord » (p. 227).

Himmler n'aurait alors jamais donné l'ordre de construire ces chambres à gaz — l'aveu est de taille ! — dont il aurait réclamé qu'elles anéantissent à la fois *beaucoup* et *le moins possible* de monde.

A la page 191, on peut encore lire :

« Les détenus *spéciaux* (c'est-à-dire les Juifs) « soumis à sa compétence (de Himmler) devaient « être traités avec tous les égards... On ne pouvait « pas se passer de cette main-d'œuvre massive et, « en particulier, dans les industries d'armement. »

Allez vous y reconnaître !

Les choses ne deviennent pas plus claires si on se penche sur la façon d'exterminer. On a vu plus haut que le gaz employé était un insecticide, le cyclon B, qui fut utilisé, nous dit Hoess, dans toutes les asphyxies postérieures à celles des fonctionnaires politiques de l'Armée rouge dont il est question ci-dessus : il est pour le moins bizarre que, pour l'exécution d'un tel ordre, même *verbalement*

avait la responsabilité de la déportation des juifs. Récemment arrêté par les services secrets israéliens, il est le seul détenteur vivant du secret des chambres à gaz. D'où l'importance de son arrestation du point de vue de la vérité historique. D'où l'importance aussi qu'il y aurait pour l'histoire à ce qu'il parle librement et non sous la menace d'une sanction.

donné, on n'ait pas prévu un gaz spécial autre qu'un insecticide.

Quoi qu'il en soit, voici ce qu'est le cyclon B :

« *Le cyclon B se présente sous la forme de cail-*
« *loux bleus, livrés en boite, d'où le gaz se*
« *dégage* (10) *sous les jets de vapeur d'eau* »
(p. 228).

(10) « On pouvait se servir des chambres de déshabillage et des chambres à gaz pour les douches », lit-on un peu plus loin (p. 236). S'il est vrai, comme il est dit page 227 que « jamais Himmler n'a donné l'ordre de construire des chambres à gaz », ne serait-ce pas plutôt que les salles de douches « auraient » été utilisées comme chambres à gaz ? — On remarquera que, *pour la première fois dans la littérature concentrationnaire*, les chambres à gaz sont officiellement présentées sous un aspect qui les fait étrangement ressembler à des salles de douches. *Pour la première fois aussi*, le gaz utilisé est minutieusement défini et il s'agit d'un gaz dont l'utilisation n'est possible que si les chambres à gaz sont équipées comme des salles de douches. Il a fallu douze années pour avoir ces précisions que ni David Rousset, ni Eugène Kogon, ni le communiste hongrois Niyzli Miklos n'avaient jamais données. Encore douze années et, peut-être aura-t-on des témoignages enfin et en tous points cohérents. Il suffit seulement que dans les « ateliers » où ils corrigent l'histoire à longueur de journée, les Russes se décident à ne plus employer que du personnel qualifié pour la fabrication des faux historiques. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'ils sont en progrès surtout si l'on tient compte qu'en janvier 1947, ils avaient réussi à faire accepter comme *authentique* par le Tribunal de Nüremberg jugeant les médecins, le document P.S. 1553 — R.F. 350 (remis au tribunal par un parent d'un témoin qui avait eu la sagesse de se suicider aussitôt après l'avoir rédigé et qui fut publié dans le n° 2 de la revue « *Dreimonatliche Hefte neuere Geschichte* » en 1953, puis dans le journal suédois *Dagens Nyheter* le 16 juillet 1953) selon lequel les juifs

Son maniement est si dangereux que, lorsqu'on l'utilise dans une pièce, avant d'y pénétrer à nouveau, « *IL FAUT L'AERER PENDANT DEUX JOURS* » (p. 229) mais la gazéification des juifs « dure en moyenne *une demi-heure* » (p. 174) après quoi « on ouvre les portes et le Sonderkommando commence *AUSSITOT* son travail de déblaiement des cadavres » (p. 230)... « traînant les cadavres en mangeant et en fumant » (p. 180) sans qu'il arrive jamais le moindre accident. Mieux : pour la première extermination, on la fit dans une morgue et, pour y faire pénétrer le gaz, « tandis qu'on « déchargeait les camions (de futures victimes) on « perça rapidement plusieurs trous dans les parois « de pierre et de béton de la morgue » (page 172). Il n'est pas dit comment on fit arriver la vapeur d'eau nécessaire, ni comment on reboucha les trous après introduction des cailloux bleus : hâtivement aussi, sans doute, et avec de vieux chiffons...

Non vraiment, tout cela n'est pas sérieux : « le roman chez la concierge » et c'est ce roman qu'on nous présente comme un document !

étaient asphyxiés « *par groupes de* 750 *à* 800 » dans des chambres à gaz qui avaient « 25 *m2 de surface de base et* 1 *m.* 80 *de hauteur* ». Quant au gaz employé, il s'agissait alors du « gaz d'échappement d'un moteur Diesel » et, comprimés dans ces chambres, précisait encore le témoin, les 750 à 800 personnes mettaient « *trois heures pour mourir, chronomètre en main* ». De quoi faire frémir les historiens de l'avenir, quand ils se pencheront sur les étranges « documents » que le Tribunal de Nüremberg a pris au sérieux.

*
* *

Dans ce tissu de contradictions naïvement étalées, on ne peut pas tout citer : le volume comprend 247 pages et il en faudrait au moins autant pour tout réfuter. Force était donc de se limiter à l'essentiel et l'essentiel était ce qui concerne les chambres à gaz, la plus irritante question de toutes celles qui touchent au problème des camps de concentration en Allemagne. Les contradictions que j'ai relevées me semblent d'ailleurs suffisantes pour prouver que ce nouveau témoignage ne pouvait, pas plus que celui du communiste hongrois Miklos, être l'œuvre de quelqu'un qui a vu. Très probablement, Rudolph Hoess ayant écrit sa confession en attendant la mort, les communistes polonais y ont introduit, de-ci, de-là, et assez maladroitement, la thèse bolchevique sur les événements qui sont réputés s'être passés au camp d'Auschwitz de 1940 à 1943, c'est-à-dire durant le temps qu'il en a été le Lagerkommandant. C'est, en tout cas, la seule explication possible, à la fois du temps qu'ils ont mis à publier ce témoignage — 12 ans ! — et de son incohérence.

J'en veux cependant retenir deux toutes petites phrases encore :

« *Fin novembre* 1940, *je fus convoqué pour la première fois chez le Reichsführer et je reçus l'ordre de procéder à un agrandissement de l'ensemble du territoire du camp... Il s'agissait de la construction*

de Birkenau (Auschwitz II) qui devait être suivi de l'aménagement de l'ensemble des Kommandos de Monowitz pour l'I.G. Farben (Auschwitz III). La construction d'Auschwitz IV a été interrompue par la défaite hitlérienne » (p. 121).

A ma connaissance, c'est la première fois encore que la littérature concentrationnaire convient que, comme elle le fit pour toutes ses autres industries, l'Allemagne en guerre avait aussi projeté d'installer dans les camps l'I.G. Farben, industrie dans laquelle les chambres à gaz sont indispensables.

Pour la fabrication des couleurs et d'un certain nombre de produits chimiques, non pour l'extermination des concentrationnaires.

C'est ce que j'ai dit dans *Le Mensonge d'Ulysse* bien avant que cet aveu ne soit rendu public.

Mais les asphyxies de concentrationnaires ?

Nous sommes déjà en possession d'un élément certain :

Au lendemain de la guerre, on a publié dans tous les journaux du monde la photographie d'un poteau indicateur portant l'inscription suivante : « Vorsicht ! Gas ! Gefahr ! » (Attention ! Gaz ! Danger !). Cet appel à l'attention concernait la chambre à gaz du camp de Dachau dont on disait à l'époque qu'elle avait asphyxié des dizaines de milliers de concentrationnaires.

De passage à Munich, j'ai voulu en avoir le cœur net et je me suis fait conduire sur les lieux : le poteau indicateur a disparu, la chambre peut con-

tenir une cinquantaine de personnes debout et serrées les unes contre les autres, à la façon des sardines dans une boîte.

A la porte du camp, un gardien explique aux visiteurs que « *dans toutes les librairies de Munich* « *on vend une histoire du camp de Dachau dans* « *laquelle il est dit que cette chambre à gaz n'a* « *jamais fonctionné pour la simple raison qu'elle* « *n'a été achevée qu'après la guerre par les S.S.* « *qui ont pris la suite des concentrationnaires dans* « *ce camp.* »

C'est exact, j'ai vérifié... Je dois d'ailleurs reconnaître qu'à partir de 1948, on a déjà pu lire cela dans la presse française, mais en tout petits caractères et dans les coins perdus des journaux — qui passent inaperçus du plus grand nombre de leurs lecteurs, — tant et si bien qu'aujourd'hui encore la plupart des gens sont toujours persuadés que « *des dizaines de milliers de personnes ont été asphyxiées à Dachau* ».

S'il en est de même des 4 chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau (11)... Et pourquoi n'en serait-il

(11) Depuis que ceci a été écrit, j'ai visité Mauthausen : on m'y a montré une chambre à gaz... Je le dis tout net : prétendre que des dizaines de milliers de personnes ont été gazées là est une abominable gredinerie. Le présentateur m'a expliqué que « tout était en état sauf le tuyau d'arrivée du gaz qui a été débranché » : celui-là ne savait pas que dans la thèse officielle, le gaz n'arrivait pas « par tuyau » dans les chambres à gaz mais y était produit par « des tablettes de cyclon B, qu'on y jetait

pas de même ? On sait en effet qu'en novembre 1944, à l'approche des troupes russes qui libérèrent le camp le 22 janvier 1945, « *les Allemands firent démolir les fours crématoires et sauter les chambres à gaz* » (*Exodus*, de Léon Uris, page 219 de l'édition française, *Der SS Staat* de Kogon qui situe l'événement en septembre 1944, *Histoire de Joël Brand* de Weisberg, etc...) dont tant de touristes — qui ont tous beaucoup d'entregent dans le monde communiste ! — prétendent toujours qu'ils y sont allés en pèlerinage depuis la fin de la guerre et les ont visitées.

Je note encore qu'après avoir prétendu qu'il y en avait eu dans tous les camps, on ne parle plus que des exterminations qui ont eu lieu à Auschwitz, en zone russe en utilisant des documents que personne — sauf les communistes ! — ne peut contrôler et que ceux qui continuent à en écrire sont, comme par hasard, seulement des ressortissants de la zone russe dont les affirmations sont invérifiables. Ce qui est déjà certain, c'est que les « té-

et qui se désagrégeaient au contact de la vapeur d'eau » (Voir ci-dessus). Ce même présentateur, d'ailleurs, m'a en outre informé, avec des trémolos dans la voix que « la Princesse Maffalda, fille du roi d'Italie, était morte au Bordel de Mauthausen des suites des effroyables tortures qu'elle y avait subies ». Or, la Princesse Maffalda est morte le 24 août 1944, au Bordel de Buchenwald où elle avait été transportée après avoir été horriblement mutilée au cours du bombardement de Buchenwald par les avions anglo-américains. Tels sont les « historiens » d'aujourd'hui !

moignages » écrits qu'ils nous envoient, premièrement se contredisent entre eux (Hoess en contradiction avec Miklos et même avec E. Kogon et D. Rousset) et, secondement, sont pleins d'invraisemblances, se contredisent eux-mêmes d'une page à l'autre, ainsi qu'il est prouvé dans cet article.

Or, on ne peut pas fonder une vérité historique sur des « témoignages » à la fois si incohérents et si divergents.

J'ajouterais bien qu'en plus de ses propres contradictions et de celles qu'il apporte à ceux qui ont été publiés avant lui, le témoignage « attribué » à Rudolf Hoess sur le camp d'Auschwitz-Birkenau, est rédigé dans un style qui le fait étrangement ressembler aux confessions publiques des accusés des célèbres procès de Moscou que personne n'a pris au sérieux en Europe occidentale.

Mais à quoi bon ?

Là-dessus, en publiant son célèbre livre « Le Zéro et l'infini », Arthur Koestler — qu'on me passe la référence ! — a tout dit.

20 octobre 1959.

CHAPITRE II

Les chambres à gaz : 6.000.000 de gazés, ou ..... ?

Ce qu'il faut dire d'abord, c'est que la question a beaucoup évolué depuis la date à laquelle j'ai écrit *Le Mensonge d'Ulysse.* C'était en 1949-50. Sur la foi de n'importe quel récit, de n'importe quel déporté, tous les journaux plaçaient des chambres à gaz et des exterminations massives au petit bonheur la chance, n'importe où et presque dans tous les camps. Presque tous les déportés en avaient vu, — de leurs yeux vu. Et tout le monde les croyait encore.

Malgré Eugène Kogon d'ailleurs qui, dans son livre « *L'enfer organisé* », avait écrit en 1945 : « ... dans les rares camps où il y en eut... »

Comme il n'avait pas dit lesquels, chacun en plaçait où il voulait et il finissait par y en avoir partout.

En France, j'ai détruit la légende de celle de Buchenwald et de celle de Dachau. Je cherche à savoir aujourd'hui ce qu'il en fut exactement de celles — car on parle de quatre — d'Auschwitz, les seules dont on écrive encore.

Mais commençons par le commencement.

Aujourd'hui, malgré l'interdiction qui leur en avait été faite, beaucoup des Avocats des accusés de Nüremberg ont rendu publics les documents qui leur avaient servi à présenter la défense de leurs clients et dont les copies étaient restées dans leurs dossiers. En 1949-50, il n'en était pas de même.

J'en avais été réduit à traiter du problème des chambres à gaz en prenant le maximum de précautions de style et dans une forme aussi dubitative que possible.

A l'époque, on ne pouvait encore que subodorer l'imposture et je n'avais que des soupçons.

Dans la suite, tout ce qui a été publié est venu confirmer tous ces soupçons et le plus souvent par l'absurde.

En 1958, il y eut *Der Lagerkommandant von Auschwitz Spricht... :* on a lu ce que j'en pensais au chapitre précédent.

En 1953, il y avait déjà eu *SS. Obersturmführer Dr Mengele*, du Dr communiste hongrois Nyiszli Miklos, et je n'avais pu en dire ce que j'en pensais que dans la quatrième édition du *Mensonge d'Ulysse.*

L'imposture, cette fois, sautait aux yeux et d'ailleurs, l'auteur en a, en partie, convenu (voir page 16).

On peut maintenant comparer la description des chambres à gaz et des exterminations que donne ce Dr Nyiszli Miklos avec celle qui est donnée dans le chapitre précédent par le livre attribué à Rudolf Hoess. Quelle foi accorder à deux témoins d'un même événement qui se contredisent à ce point ? Et où est la vérité ?

Mais on a lu au passage que M. Eugène Kogon fixait la mise en état de fonctionner des chambres à gaz « en mars 1942 » : or, en mars 1942, « Hoess » nous dit à la fois que les chambres à gaz ont fonctionné (p. 174) et qu'au cours de l'été, comme elles n'étaient pas construites, il avait fallu utiliser le Block 11, puis la morgue, pour procéder à des exterminations par les gaz (p. 229). Et, bien avant la publication de « son » livre, nous savions déjà que les fours crématoires d'Auschwitz ont seulement « *été commandés le* 3 *août* 1942 *à la Maison Topf und Soehne d'Erfurt par ordre* n° 11450/42/*BI/H* » : comment, alors, ces chambres à gaz ont-elles pu fonctionner avant que les fours crématoires aient été construits ? Surtout si elles sont présentées comme y ayant été annexées ? C'est la question que je posais déjà dans mon étude critique de ce livre.

Enfin, dans cette étude critique, j'ai signalé deux livres dans lesquels il est dit que « les Allemands

ont fait sauter les chambres à gaz d'Auschwitz à l'approche des troupes russes en novembre 1944 » : *Histoire de Joël Brand*, de Weisberg et *Exodus* de Léon Uris.

Eugène Kogon, lui au moins, avait réservé l'avenir en nous disant « qu'à partir de septembre 1944, des ordres avaient interdit de les utiliser ». Et quand on réussissait à se rendre à Auschwitz en touriste, on pouvait penser qu'on y visitait des chambres à gaz authentiques.

Avec Weisberg et Uris, tout s'effondre.

Comme pour Dachau.

*
* *

Il reste un argument : « la solution finale » du problème juif.

La « solution finale » du problème juif n'est pas une expression proprement allemande. Depuis des siècles et des siècles — exactement depuis Titus et la Diaspora — elle a été employée par tous les faiseurs de systèmes sociaux et tous les gouvernements du monde méditerranéen d'abord, de l'Europe septentrionale puis méridionale ensuite. En France, la Révolution de 1789, puis Napoléon III la rendirent célèbre qui crurent l'avoir trouvée sous la forme d'un statut équitable pour tous les ressortissants juifs vivant sur le territoire national. Au lendemain de l'autre guerre, avec la Déclaration Balfour, elle prit à l'échelle mondiale le sens

de « la reconstitution d'un foyer national juif » que l'Angleterre s'engageait à favoriser en Palestine. Avec l'avènement du National-Socialisme en Allemagne, elle prit celui de l'extermination massive des juifs européens par le moyen des chambres à gaz.

Cette interprétation est-elle correcte ?

Au procès de Nürenberg, on la brandit comme une accusation contre tous les dignitaires du régime qui avaient participé de près ou de loin à la déportation des juifs dans les camps de concentration par application de la « Solution finale » et tous furent unanimes à répondre que « *lorsqu'on parlait de la solution finale du problème juif, ils ne soupçonnaient pas que cela voulait dire les chambres à gaz* ». Sous la foi du serment, des témoins vinrent affirmer à la barre (surtout au procès des médecins) qu'ils avaient reçu — *verbalement*, il est vrai — des ordres d'y procéder et on les crut. En ce temps-là, on trouvait des témoins pour affirmer n'importe quoi pourvu que ce fût dans le sens de la vérité du moment des vainqueurs. L'un d'entre eux ne vint-il pas authentifier l'ordre « de faire sauter tous les camps à l'approche des alliés, gardiens compris », dont il fut prouvé par la suite (Déclaration de Jacques Sabille, dans *Le Figaro littéraire* en 1951 et livre de Joseph Kessel, *Les Mains du Miracle*) que grâce à Kersten, médecin de Himmler, cet ordre n'avait jamais été donné ? Un autre ne vint-il pas dire que l'artillerie alle-

mande avait reçu l'ordre de couler trois bateaux chargés de déportés (dont l'Arcona) qui, dans la mer Baltique, se dirigeaient vers la Suède et dont on a su depuis qu'ils avaient été coulés par l'aviation alliée à la suite d'une méprise ?

Si l'on est aujourd'hui revenu des ordres de faire sauter les camps à l'approche des alliés, de tirer sur les bateaux chargés de déportés de la Baltique et de bien d'autres encore, c'est que, non seulement il n'y avait pas de textes pour les soutenir, mais encore que des textes sont venus prouver sans discussion possible qu'il n'y en avait pas. Pour soutenir les ordres d'extermination des Juifs par les gaz, il n'y avait pas davantage de textes : on a prétendu qu'il y en avait, on le prétend encore, on en a cité, on en cite encore.

Que disent ces textes ?

Le plus précis d'entre eux — le seul, d'ailleurs, qui soit encore cité — est extrait d'un document dit « Protocole de Wannsee » qui rassemble, dans une forme où seuls les esprits avertis et les spécialistes peuvent distinguer le commentaire et le texte authentique, les rapports présentés et les décisions prises au cours d'une réunion interministérielle qui eut lieu le 20 janvier 1942 et à laquelle assistaient les secrétaires et les grands commis de tous les ministères du IIIe Reich.

Voici ce texte dans la traduction qui en a été donnée en France par le centre de documentation juive :

« (...) Dans le cadre de la solution finale du problème, les Juifs seront transférés sous bonne escorte dans les territoires de l'Est et y seront affectés au service du travail. Formés en grandes colonies de travail, hommes d'un côté, femmes de l'autre, seront amenés dans ces territoires : il va sans dire qu'une grande partie d'entre eux s'éliminera par décroissance naturelle (...) *Le résidu qui subsisterait en fin de compte — et qu'il faut considérer comme la partie la plus résistante — devra être traité en conséquence. En effet, l'expérience de l'Histoire a montré qu'une fois libérée, cette élite naturelle porte en germe les éléments d'une nouvelle renaissance juive.* »

Même texte extrait du « Protocole... » en langue allemande :

« ... Unter entsprechender Leitung sollen im Zuge
« der Endloesung die Juden in geeigneter Weise
« im Osten zum Arbeitseinsatz kommen. In gros-
« sen Arbeitskolonnen, unter Trennung der Ges-
« chlechter, Kerden die arbeitsfaehigen Juden
« strassenbauend in diese Gebiete geführt, wobei
« zweifellos ein Gressteil durch natürliche Ver-
« minderung ausfallen wird.. *Der allfaellig endlich*
« *verbleibende Restbestand wird, da es sich bei*
« *diesem zweifellos um den widerstandsfaehigsten*
« *Teil handelt, entsprechend behandelt Kerden*
« *müssen, die dieser, eine natürliche Auslese dars-*
« *tellend, bei Freilassung als Keimzelle eines*

« *neuen jüdischen Aufbaues anzusprechen ist.* »

Il est visible à l'œil nu que les deux parties de ce texte, celle que j'ai soulignée et celle qui la précède, ne sont pas rédigées dans le même style et la première conclusion qui s'impose est : ou bien elles ne sont pas du même auteur, ou bien elles n'ont pas été rédigées au même moment, ou bien elles ne figurent pas dans le même « document ». La première est, en effet, rédigée dans le style de la *décision*, la seconde dans celui de *l'appréciation*, c'est-à-dire du *commentaire.*

C'est sur ce texte qu'on s'est appuyé pour accepter comme vrais les témoignages des gens qui ont déclaré à Nüremberg et ailleurs qu'ils avaient assisté à des exterminations par les gaz ou qu'ils avaient reçu l'ordre d'y procéder.

Sur le moment, dans le désarroi des esprits qui a immédiatement suivi la fin des hostilités, l'effet politique recherché s'est produit. A la longue, on est bien obligé de convenir que si des personnalités de la République fédérale allemande qui ont joué un rôle important sous Hitler — des juges par exemple ou de grands commis — disent encore que « lorsqu'on parlait de la solution finale du problème juif, elles ne soupçonnaient pas que cela voulait dire les chambres à gaz » même après lecture de ce texte, elles ne le pouvaient pas soupçonner.

Historiquement, tout semble se réduire à ceci qui a été admirablement, quoique insidieusement

résumé par l'écrivain juif américain, Léon Uris, dans *Exodus* :

« *En mars* 1941, *dix-huit mois après l'invasion* « *de la Pologne, Adolph Hitler choisit « la solution* « *finale* » *du problème juif. Fait significatif il pré-* « *cisa ses instructions sous forme* d'ordre ver- « bal (1)... *Six semaines plus tard, Heydrich,* « *grand maître des organismes de sécurité, réunit* « *un certain nombre de dignitaires nazis en* confé- « rence secrète (1) *afin de leur faire part des déci-* « *sions du Führer...* (p. 192 de l'édition française)... « *Eichmann, Himmler, Streicher et une dizaine de* « *seigneurs de moindre importance se mirent au* « *travail pour édifier un plan aussi vaste que* « *remarquable...* » (p. 193).

Les ordres de Hitler sont verbaux... Un an après, la réunion ministérielle connue sous le nom de *Protocole de Wannsee* a lieu pour décider et, dans ce qui a été publié de ce qu'on y a dit et décidé, on cherche depuis vingt ans des textes susceptibles de permettre d'affirmer que là et ce jour-là sont nées les chambres à gaz.

On en a trouvé un : on a vu ce qu'il valait.

***

Au Procès de Nüremberg, ai-je dit souvent, on a cependant trouvé beaucoup de témoins pour

(1) Souligné par l'auteur.

confirmer que « la solution finale du problème juif » c'était « l'extermination par le moyen des chambres à gaz ». Je m'en voudrais d'infliger au lecteur, un recensement complet de tous ces témoins et de leurs dires. Un seul suffira pour démontrer le mécanisme de cette extrapolation : le plus important de tous l'Hauptsturmführer (capitaine, je crois) Dieter von Wisliceny adjoint direct d'Adolf Eichmann, chef du bureau chargé de « la solution finale » au stade de l'exécution.

Ce Dieter von Wisliceny fut interrogé à Nüremberg le 3 janvier 1946 par le Lieutenant-colonel Broockhart et voici le passage principal de cet interrogatoire :

Lieutenant-colonel Broockhart. — *Dans vos relations officielles avec la section IV. A. 4 (dont le chef était Eichmann) avez-vous eu connaissance d'un ordre prescrivant l'extermination de tous les juifs ?*

Wisliceny. — *Oui, c'est d'Eichmann que j'ai appris pour la première fois l'existence d'un tel ordre, au cours de l'été* 1942. [...] *Je lui demandai qui avait donné cet ordre ; il me déclara que c'était un ordre de Himmler. Je le priai alors de me montrer cet ordre, car je ne pouvais pas croire qu'il existât réellement par écrit.* [...] *Eichmann me dit qu'il pouvait me montrer cet ordre écrit, si cela pouvait tranquilliser ma conscience. De son coffre il sortit un petit dossier qu'il feuilleta et il me mon-*

tra une lettre de Himmler adressée au chef de la Sipo et du S. D. L'essentiel de cette lettre était à peu près le suivant :

— Le Führer avait ordonné la solution définitive du problème juif.

— L'exécution de cette solution dite définitive était confiée au chef de la Sipo et du S. D. et à l'inspecteur des camps de concentration. Tous les Juifs en mesure de travailler, du sexe féminin ou masculin, devaient provisoirement être employés à travailler dans les camps de concentration. Cette lettre était signée de Himmler en personne. Il n'y avait aucune erreur possible, car je connaissais parfaitement la signature de Himmler.

Dans cette lettre, il n'est pas question d'extermination, — ni de chambre à gaz. L'interrogatoire se poursuit donc car, naturellement, on n'a pas retrouvé la lettre.

— Lieut[t]-Col. Broockhart. — *L'ordre portait-il une indication quelconque en vue de la conservation du secret ?* (2)

— Wisliceny. — *Il portait l'indication « très secret ».*

. . . .

(2) On se demande de quel secret il peut bien être question, les autorités nazies ayant clamé sur tous les toits dès septembre 1939 que les juifs seraient mis en camp de concentration et y travailleraient jusqu'à la fin de la guerre !

— Lieut[t]-Col. Broockhart. — *Avez-vous posé une question sur la signification des mots « solution définitive » employés dans cet ordre ?*

— Wisliceny. — *Eichmann finit par m'expliquer ce qu'on entendait par-là.* Il me dit que l'expression « solution définitive » cachait l'extermination biologique et totale des juifs dans les territoires de l'Est.

Wisliceny savait qu'Eichmann avait réussi à échapper à la police alliée et qu'il ne sortirait pas de sa cachette pour lui venir donner le démenti. Pourquoi se gêner, alors ? Il convient de dire qu'il y eut pas mal de Wisliceny au Procès de Nüremberg... Celui-ci qui pensait se sauver en reconnaissant le crime et en le reportant sur un autre n'en fut pas moins pendu, mais le procédé réussit à quelques-uns d'entre eux.

Ainsi est née la thèse de l'extermination. Dans les premiers temps qui suivirent la fin de la guerre, on commença d'abord par parler de « la solution finale » en affectant l'expression d'un renvoi en bas de page où il était expliqué qu'il s'agissait de l'extermination dans la chambre à gaz. Car, on avait aussi trouvé des témoins de ce genre d'extermination qui en rapportaient la preuve « d'après des personnes dignes de foi, mortes ou disparues ».

C'est seulement en 1954, au moment où parut le livre du communiste hongrois Niyszli Miklos qu'on s'aperçut que son témoignage ne concordait

pas avec ceux qu'avaient recueillis Eugen Kogon et David Rousset, auprès de gens eux aussi « dignes de foi » mais qu'on ne retrouva jamais. Avec « Le Commandant d'Auschwitz parle... » de Rudolf Hoess, paru en 1958, ce fut la débâcle de la thèse car il donnait lui aussi, une version du crime, en contradiction totale avec celles de tous ceux qui l'avaient précédé dans cette voie.

Pour ce qui est du témoignage de Wisliceny, clef de voûte de tous ceux qui ont suivi, on a vu à quel point il fallait solliciter les textes pour conclure à une extermination par les chambres à gaz.

Mais le Lieut[t]-Col. Broockhart a encore demandé autre chose à Wisliceny :

— Lieut[t]-Col. Broockhart. — *Savez-vous si cet ordre continua à être observé par les services d'Eichmann ?*

— Wisliceny. — *Oui.*

— Lieut[t]-Col. Broockhart. — *Pendant combien de temps ?*

—Wisliceny. — *Cet ordre resta valable jusqu'en octobre 1944. A ce moment-là, Himmler donna un contre-ordre interdisant l'extermination des Juifs.*

Ainsi donc, voilà une lettre d'Himmler dont Wisliceny prend connaissance en été 1942 sans autre précision sur la date, ce qui permet de penser qu'elle est antérieure. Non seulement on n'a jamais retrouvé cette lettre, mais on lui fait dire ce que de toute évidence elle ne dit pas et, pour couronner

le tout, on précise que ce qu'elle ne dit pas a fait l'objet d'un contre-ordre en octobre 1944. Naturellement, on n'a jamais non plus retrouvé ce contre-ordre...

Par contre, on sait aujourd'hui qu'au cours d'une visite qu'il fit à Auschwitz en mars 1941, Himmler fit part au Commandant du camp de sa décision de le transformer en une puissante centrale d'armement occupant dans ses ateliers tous les détenus juifs ou non aptes au travail et que cette décision fit l'objet d'une lettre à Pohl en date du 5 octobre 1941 (3).

Et on ne voit pas comment il est possible de faire concorder les instructions données par Himmler à Pohl en octobre 1941 et celles que, selon le témoignage de Wisliceny, il aurait dans le même temps ou à peu près données directement à Eichmann.

*
* *

Qu'était-ce alors que cette célèbre « solution finale du problème juif » ?

On ne le sait pas bien.

Dans les années 1934-35 Julius Streicher en parlait déjà dans ses écrits. Divers journalistes alle-

(3) D'après M. Michel Borwicz, dans une étude parue dans la *Revue d'Histoire de la deuxième Guerre Mondiale*, oct. 1956, p. 59. L'existence et le contenu de cette lettre ont été confirmées par M. Joseph Billig, dans le *Figaro* du 14 oct. 1960.

mands lui faisaient écho qui suggéraient le regroupement des Juifs dans une colonie française. l'Afrique occidentale, par exemple, puisque les Anglais n'en voulaient pas en Palestine. Dans le même temps, la droite factieuse française se plaignait dans tous ses journaux qu'il soit impossible à quelque gouvernement que ce soit de mettre Madagascar en valeur, donc de garder l'île dans l'empire colonial, si on ne se résolvait pas à en faire une colonie de peuplement (4). Le national-socialisme sauta sur l'occasion : pourquoi n'y regrouperait-on pas les Juifs dont les Allemands ne voulaient plus ? Mais la France n'en voulait pas plus que l'Angleterre...

A la déclaration de guerre, aucune solution n'avait été trouvée au plan mondial.

Que s'est-il passé jusque là ?

Ici encore, il faut interroger les textes. En voici donc deux :

« Avant la guerre, Eichmann (qui dirigeait à
« Berlin la section principale IV B du Service cen-
« tral de sécurité chargée de la question juive)
« avait pratiqué l'émigration massive des Juifs !...
« En les faisant émigrer, il croyait épurer l'Allema-
« gne tout en portant la peste juive dans les pays
« ennemis. Il avait eu des pourparlers avec les

(4) Voir les *Mémoires d'un Français rebelle* du commandant français Loustaunau Lacau.

« chefs sionistes pour accélérer les départs massifs
« vers la Palestine . »

(Histoire de Joël Brand, p. 93, de l'écrivain juif A. Weisberg.)

« Il vous intéressera donc de savoir qu'au cours
« du dernier trimestre, j'ai mis à exécution une
« idée dont nous nous étions entretenus un jour.
« Deux trains ont transporté en Suisse 2.700 hom-
« mes, femmes et enfants juifs. *Ainsi a été reprise*
« *la méthode que mes collaborateurs et moi-même*
« *avions appliquée pendant de longues années,*
« *jusqu'à ce que la guerre et la folie qu'elle a*
« *déchaînée dans le monde en aient rendu la pra-*
« *tique impossible. Vous savez bien que de 1936 à*
« *1940, d'accord avec les organisations juives amé-*
« *ricaines, j'avais créé une société d'émigration*
« *d'une bienfaisante activité.* » (5)

Heinrich Himmler (Lettre au D[r] Kersten, 21 mars 1945).

En Allemand :

« Es wird Sie interessieren, das ich im Laufe
« des letzten vierteljahres einen Gedanken, über
« den wir ein mal sprechen, zur Verwirklichung
« gebracht habe. Es wurden naemlich in zwei
« zügen rund 2.700 judische Maenner, Frauen,
« Frauen und Kinder in die Schweiz verbracht.

(5) Souligné par l'auteur.

« Es est dies praktisch die Fortsetzung des weges
« gewesen, den meine Mitarbeiter und ich lange
« Jahre hindurch konsequent verfolgten, bis der
« krieg und die mit ihm einsetzende Unvernunft in
« *der Welt seine Durch : führung unmoeglich*
« machten. Sie wissen ja, dass ich un den Jahren
« 1936, 37, 38, 39 und 40 zusammen mit jüdischen
« amerikanischen vereinigungen eine Auswander-
« organisation ins Leben gerufen habe, die sehr
« segenreich gewirkt hat. »

De ces deux textes qui se confirment l'un par l'autre et dont l'un au moins ne peut être suspect, il résulte indiscutablement qu'il y a eu une *émigration massive* des Juifs menacés par le national-socialisme et organisée par le national-socialisme lui-même. Il semble bien, même, que si cette émigration n'a pas été aussi massive qu'elle l'aurait pu, on le doit surtout à la mauvaise volonté des autres pays qui refusaient d'accueillir les Juifs dont l'Allemagne ne voulait plus. Il n'est que de lire le *Livre Blanc* anglais, publié en 1939, après l'annexion de l'Autriche et alors que le Foreign Office sentait menacée d'invasion la Pologne où il y avait 3.100.000 Juifs : il était dit que « *la puissance mandataire en Palestine n'y accepterait plus, en tout et pour tout que* 75.000 *immigrants.* » En France, chaque fois qu'un Juif réussissait à y arriver il se sentait si mal accueilli qu'il se dirigeait sur l'Italie et, de 1935 à 1940, l'Italie où finissait par conver-

ger tous les Juifs qui fuyaient le national-socialisme en empruntant la route de l'Ouest, fut le théâtre d'un véritable marché noir de places sur des bateaux à destination de la Palestine, dont la plupart étaient fantaisistes.

Si on en croit le *Bericht* (1942-1945) *des Komittee zur Rettung des ungarischen Juden* du D[r] Reszo Kasztner que l'*Histoire de Joël Brand* de A. Weisberg ne fait que reprendre dans l'essentiel, cette émigration a continué sous une autre forme pendant toute la durée de la guerre.

Dans le premier de ces deux ouvrages, on peut en effet lire, à la première page :

« *Bis zum 19 Mærz 1944 galt unsere Arbeit hauptsæchlich der Rettung und Betreuung, Polnischer, slovakischer, jugoslawischer Flüchtlinge. Mit der deutschen Besetzung Ungars erstreckten sich unsere Anstrengungen auf die Verteidigung der ungarischen Juden... Die Besetzung brachte das Todesurteil für die nahezu* 800.000 *Seelen Zælhende ungarische Judenheit.* »

En français :

« Jusqu'au 19 mars 1944, notre activité principale consista dans l'assistance et la protection des réfugiés polonais, slovaques et yougoslaves. Avec l'occupation allemande de la Hongrie, nos efforts se sont concentrés sur la protection des Juifs hongrois... L'occupation provoqua la condamnation d'à

peu près 800.000 personnes dont la plupart appartenaient à la communauté juive. »

Un peu plus loin, (p. 8 de son rapport) il parle même des « 1.500.000 juifs *hongrois* » qui « entre le 15 mai et le début de juillet 1944 avaient été déportés sur la ligne Karchau-Oderberg »...

Or, dans la Hongrie, vieux pays de tradition chrétienne, de temps immémorial vouée au culte de la couronne de Saint-Etienne, les Juifs étaient si peu nombreux avant l'avènement du national-socialisme en Europe que, comme on le verra dans un instant, elle ne figurait même pas dans les statistiques publiées par les Juifs avant la guerre. Voici alors que, jusqu'au 19 mars 1944, la Hongrie n'est pas occupée par les troupes allemandes et que le 19 mars 1944, 800.000 juifs, et même 1.500.000, nous dit le Dr Kaztner, s'y retrouvent : venant de Pologne, de Slovaquie et de Yougoslavie, précise-t-il dans la première phrase tout en les baptisant *hongrois* dans les suivantes...

Voici maintenant ce qu'on peut lire dans *l'Histoire de Joël Brand* d'A. Weisberg, sur ce sujet :

« *Dans leur hâte à se débarrasser des Juifs, il importait peu aux Allemands qu'ils disparaissent à l'étranger ou dans les fours crématoires... Les passeports étrangers constituaient la plus sûre protection... En quelques semaines, il y eut plus de ressortissants de la République de San Salvador que de tous les autres pays réunis... A la suite d'une*

intervention du Pape et du Président Roosevelt, les gouvernements suédois et suisse délivrèrent des milliers de passeports et nous en ajoutâmes trente à quarante mille faux. Les possesseurs de ce viatique étaient immunisés contre la déportation. » (pp. 55-56 de l'édition française.)

Immunisés contre la déportation, les détenteurs de ces passeports purent, après avoir gagné la Hongrie où on les leur distribuait et où on continua de les leur distribuer sous l'occupation allemande après le 19-3-1944, être acheminés sur Constanza d'où ils étaient embarqués pour la Palestine et d'où étant donné l'hostilité anglaise, « ils étaient pour la plupart dirigés sur les Etats-Unis », nous dit encore A. Weisberg (p. 93).

Jusqu'au 19 mars 1944, l'émigration des Juifs qui avaient réussi à fuir leur pays d'origine avant son occupation par les troupes allemandes et à gagner la Hongrie se fit par Constanza sous les auspices de la *Waada* de Buda-Pest. Après le 19 mars 1944, les Allemands ayant occupé aussi la Hongrie, elle se fit dans des conditions plus difficiles, les Allemands la trouvant trop lente ayant décidé d'envoyer dans les camps de concentration aussi les juifs qui se trouvaient sur le territoire hongrois et que la *Waada* ne réussissait pas à envoyer à Constanza au rythme compatible avec leurs exigences. Il y eut alors des contacts puis des marchandages sur lesquels toute la lumière n'a

pas encore été faite, entre les services allemands chargés du problème juif en Hongrie dirigés par Eichmann, Krumey, Becher, etc.,et les membres du Comité directeur de la *Waada.* Parti en Israël en 1947, le Président de la *Waada*, le D[r] Katzner y fut accusé par ses coreligionnaires d'avoir collaboré avec le national-socialisme en Hongrie : un grand procès où il figurait l'accusé pour ce « crime » s'ouvrit à Jérusalem en 1955, il y présenta le rapport connu sous le nom de *Bericht* (1942-45) *des Komittee zur Rettung der Ungarischen Juden* de Budapest qu'il avait rédigé en Suisse en 1945-46, dont il avait déposé l'original devant le Tribunal de Nürenberg et dans lequel un certain nombre d'accusés trouvèrent des arguments à décharge et furent acquittés (Becher, Krumey...). Un jour au cours du procès, il fut abattu par un fanatique israélien à sa sortie du tribunal : condamné post mortem, il fut réhabilité en Israël même, le 16-1-1958 seulement, à la suite d'un procès en révision de la première sentence.

Son rapport dont j'ai eu entre les mains un exemplaire *dactylographié de sa propre main* puis ronéotypé à un nombre extrêmement limité d'exemplaires porte la mention « confidentiel » sur la couverture. Il n'a jamais été publié que par bribes soigneusement choisies par le centre mondial de documentation juive : bien que le D[r] Katzner y parle en de nombreux endroits « des moulins d'Auschwitz » (expression attribuée à Eichmann) et

des chambres à gaz, sa publication intégrale — si un jour on y procède — établira elle aussi, par de nombreux détails que, pour la plupart, l'auteur a donnés sans se rendre compte de leur importance, « la solution finale du problème juif » n'a guère de rapport avec l'interprétation qui en a été donnée et, jusqu'ici, communément admise.

*
* *

Si, maintenant, on examine les statistiques produites quant au nombre des victimes des exterminations par le gaz, on ne peut manquer d'être frappé par certaines anomalies dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles invitent à beaucoup de circonspection. Ici, je ne veux pas parler des statistiques des petits ratés du journalisme ou des politiciens, mais de celles seulement dont le caractère officiel ou le sérieux ne peuvent pas être discutés pour les comparer avec celles qui ont été produites par le centre de documentation juive.

Voici d'abord celle qui a été produite par le centre de documentation juive et qui met en regard dans les pays qui ont été occupés par l'Allemagne pendant la dernière guerre, la population juive avant l'accession de Hitler au pouvoir, et, par pays, le nombre des morts et des disparus (6) :

(6) Les points d'interrogation, que le Centre de Documentation Juive a laissé subsister dans cette statistique, expliquent que le total de la 3e colonne ne soit pas la différence des deux autres.

	Population avant Hitler	Morts et disparus en 1946	Restent en 1946
France	300.000	120.000	180.000
Belgique	90.000	40.000	50.000
Hollande	150.000	90.000	60.000
Danemark	7.000	500	6.500
Norvège	1.500	900	600
Esthonie	5.000	4.000	1.000
Lettonie	95.000	85.000	10.000
Lithuanie	150.000	135.000	15.000
Pologne	3.300.000	2.800.000	500.000
Allemagne	210.000	170.000	40.000
Tchécoslovaquie	315.000	260.000	55.000
Autriche	60.000	40.000	20.000
Hongrie	404.000	200.000	204.000
Yougoslavie	75.000	55.000	20.000
Roumanie	850.000	425.000	425.000
Italie	57.000	15.000	42.000
U.R.S.S.	2.100.000	1.500.000	600.000
Bulgarie	50.000	?	?
Macédoine	?	?	7.000
Grèce	75.000	60.000	15.000
Totaux	8.294.500	6.000.400	2.251.100

Avant la guerre, un statisticien juif de réputation mondiale avait travaillé de longues années sur la population juive dans le monde et, tout en précisant que ses chiffres étaient approximatifs, l'avait classée par professions et par pays. De ses travaux, un journal publié à New-York, le *Menorah Journal,* avait tiré dans son n° 2 de l'année 1932, les chiffres qu'on lira ci-dessous, reproduits en France dans *Le Crapouillot*, numéro de septembre 1936.

I. — Par professions

Commerce	6.100.000	soit	38,6 %
Industrie et artisanat	5.750.000	soit	36,4 %
Professions libérales	1.000.000	soit	6,3 %
Agriculture	625.000	soit	4 %
Domestiques	325.000	soit	2 %
Rentiers	2.000.000	soit	12,7 %
Totaux	15.800.000	env.	100 %

II. — Par pays

Etats-Unis	4.500.000
Pologne	3.100.000
Russie	3.000.000
Roumanie	900.000
Allemagne	500.000
Angleterre	330.000
France	250.000
Palestine	250.000
Argentine	240.000
Autriche	230.000
Canada	170.000
Lithuanie	160.000
Pays-Bas	120.000
Maroc français	120.000
Irak	100.000
Reste du monde (7)	1.830.000
Total	15.800.000

(7) Ces autres pays étaient classés en trois catégories :

1° *Pays comptant entre* 50.000 *et* 100.000 *juifs* : Lettonie, Grèce. Yougoslavie, Belgique, Italie, Turquie, Bulgarie, Algérie, Afrique du Sud, Tunisie, Egypte.

2° *Pays comptant entre* 10.000 *et* 50.000 *juifs* : Suisse, Brésil, Mexique, Uruguay, Perse, Syrie, Yemen, Inde, Afghanistan, Chine, Maroc Espagnol, Tripolitaine, Australie.

3° *Pays comptant moins de* 10.000 juifs : Dantzig, Suède, Danemark, Esthonie, Irlande, Espagne, Rhodes, Memel,

7 à $8^{0/00}$ de la population mondiale d'alors, précise M. A. Ruppin, dont 11.500.000 environ sont inscrits sur les registres des synagogues, dit l'écrivain juif, Arthur Kœstler.

Ces chiffres coïncident avec ceux qui ont été publiés dans le « *World Almanac* 1947 » de « *l'American Jewish Committee* » : 15.688.259 juifs dans le monde entier, en 1938, dit cet almanach.

Pour l'Europe occupée par les troupes allemandes de 1939 à 1945, voici donc ce que, d'après les travaux d'Arthur Ruppin, la population juive aurait été par pays en 1932 :

<table>
<tr><td>Pologne</td><td>3.100.000</td></tr>
<tr><td>Russie</td><td>3.000.000</td></tr>
<tr><td>Roumanie</td><td>900.000</td></tr>
<tr><td>Allemagne</td><td>500.000</td></tr>
<tr><td>France</td><td>250.000</td></tr>
<tr><td>Autriche</td><td>230.000</td></tr>
<tr><td>Lithuanie</td><td>160.000</td></tr>
<tr><td>Pays-Bas</td><td>120.000</td></tr>
<tr><td>Lettonie</td><td rowspan="6">420.000(8)</td></tr>
<tr><td>Grèce</td></tr>
<tr><td>Yougoslavie</td></tr>
<tr><td>Belgique</td></tr>
<tr><td>Italie</td></tr>
<tr><td>Bulgarie</td></tr>
</table>

Portugal, Norvège, Finlande, Cuba, Chili, Japon, Singapour, Nouvelle-Zélande.

On remarquera que ni la Hongrie (404.000 dans la statistique du centre de documentation juive) ni la Tchécoslovaquie (315.000) ne sont citées, ni la Macédoine.

(8) Figurent dans les pays comptant entre 50 et 100.000 Juifs, comptés à une moyenne de 70.000.

Danemark .... Esthonie .... Norvège .... Finlande	30.000 (9)
Total	8.710.000

Comparés aux chiffres d'Arthur Ruppin, de *l'American Jewish Committee* et du *Menorah Journal*, ceux du centre de documentation juive appellent les remarques suivantes :

1. Pour les pays d'Europe occupés par les troupes allemandes de 1939 à 1945, le Centre de documentation juive trouve une population juive de 8.294.500 personnes et Arthur Ruppin 8.710.000, Russie comprise dans les deux cas. Les deux chiffres sont sensiblement les mêmes : pour éviter toute discussion, les calculs seront cependant faits en fonction de l'un et de l'autre.

2. En ce qui concerne la Russie, les chiffres produits dans les trois colonnes par le centre de documentation juive sont manifestement faux dans la première et dans la troisième : d'accord en cela avec tous les historiens et statisticiens du monde, Arthur Ruppin évaluait la population juive de ce pays à 3.000.000 avant Hitler et, pour ce qui est de ceux qui restent, tous ceux qui depuis dix ans ont

(9) Figurent dans les pays comptant moins de 10.000 Juifs.

accusé le régime bolchevique d'antisémitisme, l'ont évaluée autour de deux millions (10) après la guerre, en Russie même, et à 1.200.000 en Russie asiatique au lieu des 300.000 qui ressortent des statistiques d'A. Ruppin pour les années 30.

Et voici déjà entre 2.200.000 et 2.300.000 ressor-

(10) 2.500.000 a dit le *American Jewish Committee*, le 31 déc. 1951 et c'est aussi l'opinion du Rabin Joseph Miller dans la revue U.S. « Look » du 27 décembre 1956. Le Centre de documentation juive qui n'en a trouvé que 600.000 (étant donné le secret des statistiques soviétiques on se demande d'ailleurs comment) n'a pas tenu compte du fait qu'au moment de l'annexion de la Bessarabie, de la Bukovine et des Etats Baltes, les juifs de ces pays tombèrent sous le contrôle russe, qu'au moment de l'avance des troupes allemandes en Pologne, la plupart s'enfuirent du côté russe et que, pendant la campagne de Russie, « grâce à l'évacuation, dit le journaliste juif David Bergelson, dans le journal moscovite *l'Unité* du 5-12-1942, la majorité des juifs d'Ukraine, de Russie blanche, de Lithuanie et de Lettonie (80 %) a été évacuée avant l'arrivée des Allemands, c'est-à-dire sauvée... Il y eut un moment, dit encore David Bergelson, où en pleine guerre, la population juive atteignit les 5 millions en Russie... Ils ne sont pas encore tous rentrés dans leurs pays d'origine. Beaucoup sont partis en Asie Centrale, a déclaré le *Joint Distribution Committee* en juin 1942, d'autres ont réussi à gagner les Etats-Unis, l'Amérique latine, Israël, etc. Depuis la fin de la guerre la Russie ne les laisse quitter les territoires sous son contrôle que clandestinement : on apprend de temps à autre que des convois de quelques centaines ou de quelques dizaines réintègrent la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, etc... De toutes façons, il n'y a pas de raisons de suspecter les chiffres antérieurement donnés par les juifs eux-mêmes.

tissants juifs qui ayant fui devant l'avance des troupes allemandes, n'auraient pas été exterminés dans les chambres à gaz.

3. J'ai dit ce qu'il fallait penser des chiffres du centre de documentation juive pour ce qui est de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

C'est ici qu'intervient l'argument le plus terrible contre la statistique du centre de documentation juive : le mouvement d'émigration de la population juive européenne de 1933 à 1945.

Il est par exemple admis par tous les statisticiens du monde que la population juive des Etats-Unis qui se situait aux environs de 4.500.000 personnes avant Hitler, était passée à près de 6.000.000 en 1946 ; que, dans le même temps, celle de la Palestine était passée de 250.000 à près de 1.000.000 ; que celle de l'Amérique du Sud avait augmenté de près de 700.000 (voir statistique qui suit), de 200.000 celle de l'Afrique du Sud et de 200.000 celle de l'Afrique du Nord. Voici donc encore un minimum de 3.000.000 à 3.300.000, en gros, qui, de toute évidence ne sont ni morts, ni disparus.

En tout, avec la Russie et la Russie asiatique, environ 5.500.000.

Ce nombre des morts et disparus se trouverait donc ramené à 6.000.000 — 5.500.000 = 500.000

ou environ 1 million si l'on prend pour base la statistique d'Arthur Ruppin (11).

Et c'est déjà un chiffre,

Si ce total obtenu par déduction rigoureuse est exact, pour qui connaît tant soit peu ce que fut la vie concentrationnaire, il n'est pas besoin des chambres à gaz pour l'expliquer : à Buchenwald où il n'y avait pas de chambre à gaz, 25 % des internés sont morts.

Je le répète, la grande erreur du Centre de documentation juive est de n'avoir absolument pas voulu tenir compte du mouvement d'émigration juive entre 1933 et 1945. Les rares statisticiens

(11) Une institutrice allemande qui avait fait état de mon livre et de ma tournée de conférences dans une réunion pédagogique, ayant eu quelques « ennuis », s'est adressée au Pr Freiherr de Richtoffen pour lui demander ce qu'il pensait des chiffres que je citais d'après le Pr Listojewski. Elle en a reçu la réponse suivante : « Le « nombre donné par M. Listojewski des juifs exterminés « (il s'agissait de 600.000 N. D. l'auteur) est sûrement « trop bas, bien qu'il l'ait, sans aucun doute, avancé de « très bonne foi. Il y a sur la responsabilité allemande « un document de Himmler qui n'est ni douteux, ni fal- « sifié et qui fait état de 3.500.000 ! Mais si 6.000.000 n'ont « sûrement pas été atteints, le chiffre de 4.100.000 peut « être retenu. C'est l'opinion du patriote et très sérieux « Archiviste d'Etat de Gottingen, le Dr Hans Günther « Seraphin, dont le point de vue sur l'anéantissement des « Juifs figure dans le « Grand Brokhaus », source à « laquelle je vous conseille de vous reporter. »

Cette lettre prouve que, dans l'Université allemande, il y a déjà des gens qui pensent que le chiffre de 6 millions est faux et c'est un résultat encourageant.

qui en ont fait état se sont, jusqu'ici régulièrement fait traiter d'antisémites ou de facistes : l'argument est trop facile et, qu'on n'en doute pas, la postérité ne s'en satisfera pas.

Cette erreur n'est d'ailleurs pas dépourvue d'une certitude et macabre fantaisie. Exemple : en Hongrie, nous dit le Centre de Documentation Juive, il y avait 404.000 juifs avant Hitler ; le Dr Kasztner prétend que 434.000 ont été déportés ; l'ingénieur Biss, qu'il a évité la déportation à 300.000 d'entre eux (*Terre retrouvée*, 1er juillet 1960) ; et, quand le Centre de documentation compte les survivants il en trouve 200.000.

Cette mathématique a décidément des vertus singulières !

Mais je veux être objectif jusqu'à la dernière limite...

Une statistique établie à la date du 31 décembre 1951 par le journaliste allemand Erwin F. Neubert dans la revue *Der Weg*, à l'aide d'informations publiées en 1949 par *l'American Jewish Comittee* dans le *New York Times* et diverses autres publications juives comme *l'Aufbau*, *Unité dans la dispersion*, etc... donne du nombre des victimes juives du national-socialisme un chiffre du même ordre de grandeur par simple comparaison avec les chiffres du *Menorah Journal* et de Arthur Ruppin. Voici cette statistique :

Europe	
Grande-Bretagne	450.000
France	350.000
Italie	75.000
Allemagne et Autriche	55.000
Belgique et Hollande	55.000
Scandinavie	23.000
Suisse	22.000
U.R.S.S. (Asie y comprise)	2.500.000
Pologne	500.000
Roumanie	350.000
Hongrie	170.000
Tchécoslovaquie	17.000
Yougoslavie, Grèce	25.000
Bulgarie	8.000
Autres pays d'Europe	8.000
	4.608.000
Amérique	
U.S.A.	7.200.000
Canada	250.000
Amérique latine	900.000
	8.350.000
Asie	
Israël	1.300.000
Perse, Afganistan	120.000
Pays de la Ligue arabe	35.000
Indes	25.000
Chine, Japon	5.000
Autres pays d'Asie	10.000
	1.495.000
Australie et Nouvelle-Zélande	60.000
Afrique	
Afrique du Nord	430.000
Abyssinie	15.000
Colonies	5.000
Afrique du Sud	350.000
	800.000

Récapitulation

Europe	4.608.000
Asie	1.495.000
Australie	60.000
Amérique	8.350.000
Afrique	800.000
	15.313.000

Comparée à celle d'Arthur Ruppin, cette statistique rend en outre compte de l'émigration des Juifs d'Europe, notamment vers les Etats-Unis, l'Amérique latine et Israël, de 1933 à 1951.

Il ne s'agit, bien sûr, que d'une statistique de journaliste et je ne la reprends ici que, parce que me paraissant contenir une vérité d'ensemble, si elle contient aussi des erreurs elles ne peuvent être que de détail et très minces.

On remarquera que je n'ai pas eu recours à l'argument biologique dont la valeur n'est cependant pas niable ainsi qu'en témoigne une dernière statistique : le 28 février 1948, un autre spécialiste des questions de population, M. Hanson W. Baldwin, écrivait dans le « New York Times » qu'il y avait, à l'époque, entre 15.600.000 et 18.700.000 Juifs dans le monde, c'est-à-dire autant qu'en avaient dénombré A. Ruppin et le « Menorah Journal » en 1932 et « l'American Jewish Committee » en 1938. Si l'on admet que 6.000.000 d'entre eux ont été exterminés entre 1933 et 1945, il faut aussi admettre... que la population juive du monde double presque tous les trois ans !

Et qui le prétendra ?

*
* *

La dernière question qui se pose est la suivante : Comment a-t-on pu en venir à évaluer à 6.000.000 le nombre des juifs exterminés par les nazis ?

La réponse est simple : par le même procédé au moyen duquel on a authentifié les chambres à gaz. Et, ici encore, c'est au dénommé Dieter Von Wisliceny qu'on a eu recours en tout premier lieu. Dans cette affaire, le Lieut[t]-Col. Broockhart qui l'interrogeait paraît d'ailleurs avoir été, lui aussi, un homme de la meilleure volonté. Voici la partie de l'interrogatoire (du 3 janvier 1946) relative à cette question d'après les documents publiés après le procès de Nürenberg :

Lieut[t]-Col. Broockhart. — *Dans vos conférences avec les autres spécialistes du problème juif et Eichmann, avez-vous eu connaissance ou avez-vous été informé du nombre total des Juifs tués en application de ce programme ?*

Wisliceny. — *Eichmann lui-même parlait toujours de quatre et même de cinq millions de Juifs. D'après mon évaluation personnelle, quatre millions ont dû être atteints par la solution définitive* (12). *En fait, combien ont eu la vie sauve, je ne suis pas en mesure de le dire.*

(12) Au passage, on notera l'euphémisme « atteints par la solution définitive », et non « exterminés ».

Lieut[t]-Col. Broockhart. — *Quand avez-vous vu Eichmann pour la dernière fois ?*

Wisliceny. — *Fin février* 1945, *j'ai vu Eichmann pour la dernière fois à Berlin. Il disait à ce moment que si la guerre était perdue, il se suiciderait.*

Lieut[t]-Col. Broockhart. — *A-t-il dit quelque chose à ce moment-là sur le nombre de Juifs qui avaient été exterminés ?*

Wisliceny. — *Oui, et il en a parlé d'une façon particulièrement cynique. Il disait qu'il sauterait en riant dans sa tombe, car l'impression d'avoir cinq millions de personnes sur la conscience serait pour lui la source d'une extraordinaire satisfaction.*

A partir de cette déclaration, on chercha d'autres témoins et, à ma connaissance, on n'en trouva qu'un seul : le Dr Wilhelm Hoettl, chef de Bataillon dans la S.S. et rapporteur en même temps que chef de bureau-adjoint à la section VI de l'office central de Sécurité du Reich. Voici ce que ce témoin déclara devant le Tribunal de Nüremberg :

« *En avril* 1944, *j'ai eu un entretien avec le S.S. Obersturmbannführer Adolf Eichmann que je connaissais depuis* 1938. *Cet entretien eut lieu dans mon appartement à Budapest.* [...] *Il savait qu'il était considéré par les Nations-Unies comme l'un des principaux criminels de guerre, puisqu'il avait des milliers de vies juives sur la conscience. Je lui demandai combien il y en avait, et il me répondit que, bien que le nombre fût un grand secret, il me*

le dirait, parce qu'en ma qualité d'historien, je devais y être intéressé [...]. *En raison des renseignements qu'il possédait, il était arrivé à la conclusion suivante : dans les différents camps d'extermination, environ* 4 *millions de Juifs avaient été tués alors que* 2 *millions avaient trouvé la mort d'une autre manière.* »

Pour donner plus de poids à son témoignage, ce Dr Hoettl, ajouta qu'Eichmann ayant envoyé à Himmler un rapport concluant à ce chiffre — encore une pièce qu'on n'a pas retrouvée ! — Himmler n'en avait pas été satisfait parce que « à son avis le nombre de juifs tués devait être supérieur à 6 millions ».

Tels sont, tout le monde en est d'accord, les deux seuls témoignages sur lesquels s'appuient — en les ignorant, d'ailleurs — les bataillons de journalistes qui ont accrédité dans le monde cette thèse des 6 millions. Ils sont du type « on m'a dit ». En l'occurrence, « on » c'est Eichmann. Etant donné le cas de leurs auteurs, il n'y a aucune chance qu'aucun historien les prenne jamais au sérieux. Le Tribunal de Nüremberg s'en est cependant satisfait. Eichmann ayant été arrêté depuis nous nous trouvons donc devant l'alternative suivante : ou bien il niera et on pourra dire que cela va de soi puisqu'il joue sa vie, ou bien il en conviendra et ce qu'on pourra dire c'est que, tel est son système de défense, — le même que celui des accusés des procès de Moscou — pour essayer d'obtenir la clé-

mence du tribunal. Par quoi l'on voit que le seul moyen d'obtenir la vérité de la bouche du seul homme vivant qui la connaisse, serait de le placer dans des conditions telles qu'il ne parle pas sous la menace d'une sanction. Comme on ne le fera pas, il s'agit là d'un débat destiné à durer un certain temps encore entre les partisans des 6 millions et ceux qui n'admettront pas ce chiffre : tant qu'on n'aura pas rendu public un document indiscutable sur cette affaire, — j'ai peine à croire qu'un tel document n'existe pas — la vie politique en sera empoisonnée dans le monde entier.

On a vu que j'étais de ceux qui ne croient ni que 6 millions de Juifs soient morts du nazisme, ni qu'ils en soient morts dans des chambres à gaz. Ma conviction se fonde sur les statistiques et les documents produits par les tenants mêmes des 6 millions et sur les faiblesses de leurs raisonnements.

L'homme qui, à ma connaissance, déploya le plus d'efforts pour démontrer l'authenticité de ce chiffre est un certain L. Poliakov. Ses conclusions sur le nombre total des victimes juives des persécutions raciales pendant la dernière guerre mondiale, ont été publiées dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* (n° 24, octobre 1956, p. 88). Elles méritent qu'on s'y arrête.

Tout d'abord, ce L. Poliakov indique ses sources : les témoignages en question de Wisliceny et Hoettl, dont il convient qu'ils sont les seuls. Beau joueur, il ajoute même :

« Il serait donc possible d'objecter qu'un chiffre si imparfaitement étayé doit être considéré comme suspect. »

On ne le lui fait pas dire...

Mais il ne croit pas qu'il le soit parce qu'il a trouvé un texte qui, à ses yeux, le corrobore : un rapport adressé à Himmler en date du 17 avril 1943 par un certain Korherr, Chef de l'inspection statistique du IIIe Reich et portant sur l'état de la question au 31 décembre 1942.

Voici la conclusion de ce rapport :

La décroissance du judaïsme en Europe devrait déjà s'élever, par conséquent à 4 *millions de têtes. Des colonies importantes ne devraient plus exister sur le continent* (*à côté de la Russie avec quelque* 4 *millions*) *qu'en Hongrie* (750.000), *Roumanie* (300.000) *et peut-être aussi en France. Si l'on tient compte de l'émigration juive, de l'excédent de la mortalité, ainsi que, d'autre part, des inévitables erreurs dues à la fluctuation de la population juive on devrait évaluer à* 4 *millions* 1/2 *la décroissance de la population juive en Europe entre* 1937 *et* 1943. *Ce chiffre n'englobe que partiellement les décès des juifs dans les régions occupées de l'Est, tandis que les décès survenus dans le restant de la Russie n'y sont pas compris du tout. Il faut y ajouter les émigrations des Juifs soit en Russie vers sa partie asiatique, soit dans les pays d'Europe non soumis à l'influence allemande, vers l'Outre-Mer.*

Au total, depuis 1933, c'est-à-dire au cours de la première décennie du pouvoir national socialiste, le judaïsme européen a perdu à peu près la moitié de ses effectifs. A peu près la moitié de cette perte, c'est-à-dire un quart de la population juive totale de 1937, a probablement afflué dans les autres continents.

Cette conclusion se déduit de longues colonnes de chiffres dont je fais grâce au lecteur et qui établissent que l'autre moitié a été « évacuée » dans les camps de concentration. Pour tout homme de bon sens et malgré les imperfections d'une traduction qui fait apparaître une contradiction (13) entre la troisième phrase et la dernière, elle signifie qu'à la date du 31 décembre 1942, 4 millions de ressortissants juifs ont, soit émigré hors des pays occupés par l'Allemagne, soit été envoyés dans des camps de concentration et qu'il y faut ajouter 500.000 morts dues soit à la mortalité naturelle, soit à la guerre.

(13) Dans ce rapport, il est dit, trois pages avant, que « Le bureau statistique du Reich indiquait pour 1937, le chiffre de 17 millions pour la population juive totale du monde » : Un quart, cela donne 4.250.000 et si ce quart représente la moitié de la perte du judaïsme européen, cette perte peut être à son tour évaluée à 8.500.000. Or, Korherr ne parle que de 4 millions 1/2. D'autre part, la perte évaluée à 8.500.000 et définie comme étant « la moitié des effectifs du judaïsme européen », cela signifierait qu'il y avait 17 millions de Juifs en Europe en 1937. D'où il appert, ou que le rapport a été rédigé par un fou, ou qu'il y a là un visible tripatouillage de texte.

En prétendant que les mots ou expressions « évacuation... émigration... décroissance du judaïsme européen » signifient « extermination », Poliakov conclut que « si à la date du 31 décembre « 1942, 4 millions de Juifs avaient déjà été exter- « minés... sur la seule foi de ce document, on peut « dire avec une quasi certitude que le nombre « total des Juifs exterminés (jusqu'en 1945) devait « être compris entre 5 et 7 millions, 6 millions « demeurent le chiffre le plus probable ».

Et voilà : il suffisait d'y penser...

Mais M. Poliakov ne s'en tient pas là : il a une deuxième méthode d'évaluation. Voici en quoi elle consiste :

« *La deuxième méthode, appliquée par les spécialistes de la démographie juive, et, en particulier, par l'économiste et statisticien de New-York, M. Jacob Lechtinsky, nous dit-il, consiste à comparer les données respectives sur la population juive des différents pays* européens (14) *avant la guerre et après la guerre. C'est de cette manière que certaines organisations juives internationales, telles que le* Congrès Juif mondial, *sont arrivées, en* 1945 *au chiffre, toujours le même, de* 6 *millions.* »

Ce à quoi il suffisait de penser ici, c'est qu'il n'y avait pas lieu de faire le même travail pour les pays *non européens* où la population juive a aug-

(14) C'est moi qui souligne : *européens* seulement. P.R.

menté dans les proportions indiquées par les statistiques que j'ai produites.

M. Poliakov y a pensé.

C'est un homme ingénieux... mais seulement dans son village.

On m'assure que M. Poliakov est maître de recherches au Centre national de la recherche scientifique. C'est possible. Mais, si c'est vrai, on les choisit, dans cette maison !

*
* *

Je conviens volontiers qu'au plan de la morale cette discussion sur les moyens du crime et le nombre des victimes est sans prolongements possibles : que ce soit dans les chambres à gaz, par la corde, sous la hache ou le fouet, il suffit qu'un seul Juif ait été condamné à mort parce qu'il était Juif pour que le crime soit établi. Le nombre des victimes et les moyens du crime n'entrent pas dans sa définition : ils n'en définissent que le degré d'horreur et, s'il heurte la sensibilité populaire, le degré d'horreur est un élément d'appréciation des juristes qui le lient abusivement au degré de responsabilité non pour définir le crime mais les circonstances aggravantes ou atténuantes au moment de l'application de la peine. Il n'appartient pas à la morale mais à la mode et varie avec l'époque et le lieu. Les circonstances atténuantes ou aggra-

vantes n'appartiennent d'ailleurs pas non plus à la morale et, limité à la personne du criminel, le degré de responsabilité ne peut entrer dans son domaine que par les conditions dans lesquelles le crime a été commis. Encore ceci ne vaut-il que dans le cadre de la morale traditionnelle : au siècle dernier, le philosophe français Georges Goyau mit au point une *Morale sans obligation ni sanction* qui est à coup sûr celle de l'avenir et, en tout cas, la mienne.

Ayant ainsi précisé à quel point cette discussion était sans objet dans mon esprit au plan de la matérialité du crime, je n'en suis que plus à l'aise pour dire qu'il n'en est de même ni au plan de l'histoire, ni à celui de la sociologie, ni même à celui du sens commun dont on a trop souvent le tort de croire qu'il est négligeable.

L'histoire est le livre de bord de l'humanité. A ce titre elle est un inventaire et un inventaire doit être exact. Dresser celui de toutes les actions des hommes est la mission des historiens et cette mission se limite à cela. Ils ne se préoccupent en conséquence d'aucun des impératifs de la morale à l'exception d'un seul : la recherche de la vérité. A plus forte raison sont-ils totalement étrangers à ceux de la politique et c'est ce qui explique le souci de l'objectivité qui a présidé à tout ce que j'ai écrit sur la déportation.

La sociologie, elle, a besoin de savoir s'il s'agit ou non d'un génocide — l'histoire aussi, d'ailleurs,

mais c'est seulement pour l'enregistrer — et c'est pourquoi cette discussion s'impose à elle en fonction du nombre des victimes et des moyens du crime.

Quant au sens commun, on me permettra de quitter le plan de l'histoire, de la morale et de la sociologie, et de descendre dans la psychologie des foules à partir de la réponse qu'une personnalité allemande dont le nom n'est pas cité, fit le 5 juin dernier à l'envoyé spécial du *Monde* chargé d'une enquête en Allemagne sur l'effet qu'y avait produit l'arrestation d'Adolf Eichmann par les services secrets israéliens :

« *Les Allemands ne veulent pas qu'on leur serve à chaque petit déjeuner quelques milliers de Juifs exterminés dans les camps de concentration. Ils ne veulent plus entendre parler de tout cela.* »

La personnalité allemande en question est bien modeste : depuis quinze ans ce n'est pas seulement « quelques milliers de juifs exterminés dans les camps de concentration » qu'on sert « tous les matins au petit déjeuner » du monde entier mais 6 millions et parfois 9 millions (15) comme ce fut le cas en France au moment de la sortie du film *Nacht und Nebel.*

Et il n'y a pas que les Allemands qui soient fatigués : le monde entier l'est. Il en est même

(15) Michel Duran, *Le Canard enchaîné* du 27-1-1960.

agacé car il sait que ce n'est pas vrai et, chaque fois qu'il trouve ce chiffre dans son journal habituel, la réaction du monde entier est automatiquement : « Ces Juifs, tout de même... » souligné par le sourire de mépris ou d'indignation qui est de rigueur.

C'est ainsi qu'en l'an de grâce 1960, l'antisémitisme naît dans l'opinion publique et l'on sait que, parce qu'il tourne très facilement au racisme, l'antisémitisme est depuis des siècles un des pires fléaux de l'humanité. Or, tant qu'on prétendra faire admettre à l'opinion que 6.000.000 de Juifs ont été exterminés dans les chambres à gaz, il n'y aura aucune chance d'empêcher que, périodiquement, des vagues d'antisémitisme ne déferlent sur le monde. Tout se passe donc comme si ceux qui se retranchent irréductiblement sur ces chiffres et leur font une publicité si tapageuse n'avaient d'autre souci que de provoquer ou d'entretenir des campagnes antisémites et le sens commun commande de les dénoncer impitoyablement comme les plus dangereux fourriers du racisme.

Où le sens commun rejoint tout de même les impératifs de la morale, c'est si l'on sait que ce chiffre de 6.000.000 de Juifs exterminés dans les chambres à gaz est entré en ligne de compte dans le calcul du montant des réparations que l'Allemagne a été condamnée à payer à l'Etat d'Israël et là, on peut au moins s'étonner que le gouvernement allemand ne se soit pas montré plus sou-

cieux de le vérifier, ne serait-ce que pour enlever un argument aux agitateurs antisémites.

Pour conclure sur le tout, je dirai seulement que je ne me fais aucune illusion : le vieux socialiste que je suis sera une fois de plus accusé d'avoir cherché à minimiser les crimes du nazisme et, parce qu'il discute une affirmation sans référence sérieuse des autorités juives, d'antisémitisme, voire de racisme. On ne manquera même peut-être pas d'ajouter que mes écrits servent une politique à jamais condamnée par les principes fondamentaux de l'humanisme traditionnel. Aucun de mes détracteurs ne verra jamais que, dans la forme même qui leur a été donnée, les accusations portées contre le nazisme, non seulement en font le jeu dans la mesure où elles ne correspondent pas à la vérité, mais encore retombent en définitive sur le peuple allemand. Aucun ne verra non plus que, dans ces conditions, ce que je défends c'est le peuple allemand, non le nazisme dont, par corollaire, seule la vérité pure et simple — ça suffit déjà, bon Dieu ! — peut empêcher la renaissance. Et tous continueront à défendre cette infamie cautionnée par la littérature concentrationnaire qui consiste, par exemple, à inscrire sur tous les monuments érigés à la mémoire de la résistance dans toute la France, cette phrase odieuse : « Aux victimes de la barbarie allemande » non, ce qui serait seul raisonnable: « Aux victimes de la barbarie guerrière ».

Je m'en ferai une raison : c'est le lot des cher-

cheurs de vérités que d'être suspectés d'arrière-pensées et il y aura toujours au moins un imbécile pour demander au Pape la condamnation de Galilée.

Il me sera d'ailleurs toujours facile de répondre que cette politique *effectivement condamnée par les principes fondamentaux de l'humanisme traditionnel* ne trouve plus aujourd'hui de raisons de renaître et de prospérer que dans les exagérations outrancières de beaucoup trop de gens dont l'unique mobile est le ressentiment ou la vengeance et dont, par voie de conséquence, la politique n'est pas beaucoup meilleure.

Après quoi il me suffira de citer Socrate qui jamais ne se préoccupa de savoir si sa philosophie servait ou non la politique des Trente Tyrans.

Le 20 août 1960.

CHAPITRE III

Texte de la Conférence

faite par l'auteur dans quatorze villes allemandes et à Vienne (Autriche) du 21 mars au 10 avril 1960, et annoncée sous le titre « Vérité historique ou vérité politique ? »

Mesdames et Messieurs,

Mon imparfaite connaissance de la langue allemande fait que je dois d'abord vous demander de bien vouloir m'excuser si je commets quelques fautes de syntaxe ou de prononciation et, si vous avez quelques questions à me poser après cette conférence, de bien vouloir aussi, parler lentement.

Mon souci étant seulement que nous nous comprenions, je n'ai rien d'autre à vous demander et, sans autre forme de procès, je me permets d'entrer directement dans le débat.

C'est un débat délicat. Sur son objet, il y a une opinion mondiale qui est seulement politique mais

qui est présentée comme une vérité historique. Et puis, il y a la vérité historique. Le malheur veut — hélas ! — que vérité politique et vérité historique soient très loin de concorder et qu'il y ait toujours quelque risque à le prétendre.

Je n'ai pas besoin de préciser que ce qui m'intéresse, c'est seulement la vérité historique. Que je comprenne la vérité politique est hors de question : après la guerre, après toutes les guerres, la vérité est celle des vainqueurs et elle est toujours politique. Mais je ne suis pas un politicien et, encore moins un vainqueur. Nous allons donc essayer de nous élever ensemble au plan de l'Histoire et de chercher ensemble, sans passion, dans le langage des universitaires, cette vérité qui traverse les siècles en restant éternellement semblable à elle-même.

Et d'abord, dans cette affaire, peut-on déjà parler de vérité historique ?

***

Sur les camps de concentration allemands, on a dit ou laissé entendre trois choses :

1. Les Allemands les ont inventés : ce n'est pas vrai.

2. Dans ces camps il y eut des atrocités comme jamais l'histoire du monde n'en avait connu jusqu'ici : ce n'est pas vrai.

3. De ces horreurs, le peuple allemand est responsable : ce n'est pas vrai.

Sur le premier point, il serait pour moi trop facile de vous dire qu'en Russie, depuis 1937, des camps de concentration ont été construits et que la France de 1938 n'a pas reculé devant l'institution. Je préfère vous dire tout simplement qu'arrivant à Dora en 1943, j'y fus accueilli dans un block par ces mots :

— Ah ! les Français, vous allez enfin savoir ce que c'est qu'un camp de concentration !... Ne vous inquiétez pas, on va vous l'apprendre !

C'étaient des Espagnols qui n'avaient pas oublié les camps dans lesquels M. Daladier les avait fait interner.

Sur les camps russes, on sait aujourd'hui qu'ils étaient encore plus terribles que les camps allemands et cela plus particulièrement depuis la publication du livre de Margareth Buber-Neuman qui avait connu les deux. On sait aussi qu'en Algérie, la France a construit des camps dont, si on a lu les rapports de la Croix Rouge Internationale, il serait bien aventureux de dire qu'ils sont beaucoup meilleurs que les camps allemands.

C'est qu'il s'agit là non pas seulement d'un problème actuel, mais d'une tradition historique que je ne saurais mieux caractériser qu'en citant ici ce que me disait un jour à Buchenwald un grand bourgeois de Prague :

« *Les camps — Les Lager, comme il disait — sont un phénomène historique et social par lequel*

passent tous les peuples arrivant à la notion de Nation et d'Etat. On en a connu dans l'Antiquité, au Moyen Age, dans les Temps modernes : pourquoi voudriez-vous que l'Epoque contemporaine fît exception ? Bien avant Jésus-Christ, les Egyptiens ne trouvaient que ce moyen de rendre les Juifs inoffensifs à leur prospérité, et Babylone ne connut son apogée merveilleuse que grâce aux concentrationnaires. Les Anglais eux-mêmes y eurent recours avec les malheureux Boers, après Napoléon qui inventa Lambessa. Actuellement, il y en a en Russie qui n'ont rien à envier à ceux des Allemands; il y en a en Espagne, en Italie et même en France : vous rencontrerez ici des Espagnols et vous verrez ce qu'ils vous diront, par exemple du camp de Gurs, en France, où on les parqua au lendemain du triomphe de Franco. »

Je vous ai déjà dit comment j'avais été accueilli à Dora par les Espagnols en question. Pour le reste, vous pourrez lire dans mon livre, si vous n'avez déjà lu, que chez tous les peuples les camps de concentration, chaque fois qu'il y en a eu, ont été semblables à ce que nous avons connu en Allemagne et précisément parce que partout c'était le même mécanisme.

Et quel était ce mécanisme ?

En France, pendant l'occupation, il y avait une organisation des familles de déportés. Quand une famille s'adressait à cette organisation pour avoir

des renseignements sur le sort de son ou de ses déportés, elle recevait, retransmis des autorités allemandes, le communiqué suivant :

« *Camp de Weimar. — Le camp est situé à 9 km. de Weimar et y est relié par une voie ferrée. Il est à 800 m. d'altitude.*

« *Il comporte trois enceintes de barbelés concentriques. Dans la première enceinte, les baraques des prisonniers, entre la première et la deuxième enceinte, les usines et les ateliers où l'on fabrique des accessoires de T.S.F., des pièces de mécanique, etc...*

« *Entre la deuxième et la troisième enceinte s'étend un terrain non bâti que l'on finit de déboiser et où l'on exploite les routes du camp et du petit chemin de fer.*

« *La première enceinte de barbelés est électrifiée et jalonnée de myriades de miradors en haut desquels se trouvent trois hommes armés. Pas de sentinelles à la deuxième et à la troisième enceintes, mais, dans l'enclos des usines, il y a une caserne de S.S.; ils font, pendant la nuit, des patrouilles avec les chiens, ainsi que dans la troisième enceinte.*

« *Le camp se développe sur 8 km. et contient* 30.000 *internés environ. Au début du régime nazi, des opposants y étaient internés. Sur la population, il y a moitié Français, moitié étrangers, Allemands antinazis, mais qui restent Allemands et qui four-*

nisent la plupart des chefs de Block. Il y a aussi des Russes, parmi lesquels des officiers de l'Armée rouge, des Hongrois, des Polonais, des Belges, des Hollandais, etc...

« *Le règlement du camp est le suivant :*

« *4 h. 30 : Lever, toilette surveillée torse nu, lavage du corps obligatoire.*

« *5 h. 30 : 500 cm^3 de potage ou café, avec 450 gr. de pain* (*parfois ils ont moins de pain, mais ils ont une ration de pommes de terre de bonne qualité, abondante*) *; 30 gr. de margarine, une rondelle de saucisson ou un morceau de fromage.*

« *12 heures : Un café.*

« *18 h. 30 : Un litre de bonne soupe épaisse.*

« *Le matin, à 6 heures, départ pour le travail. Le rassemblement se fait par emploi, usine, carrière, bûcheronnage, etc... Dans chaque détachement, les hommes se placent par rang de cinq et se tiennent par le bras pour que les rangs soient bien alignés et séparés. Puis l'on part, musique en tête* (*constituée de 70 à 80 exécutants, des internés en uniforme : pantalon rouge, veste bleue à parements noirs.*)

« *L'état sanitaire du camp est très bon. A la tête se trouve le professeur Richet, déporté. Visite médicale chaque jour. Il y a de nombreux médecins, une infirmerie et un hôpital, comme au régiment. Les internés portent le costume des forçats allemands en drap artificiel relativement chaud. Leur*

linge a été désinfecté à l'arrivée. Ils ont une couverture pour deux hommes.

« Il n'y a pas de chapelle au camp. Il y a pourtant de nombreux prêtres parmi les internés, mais qui, en général, ont dissimulé leur qualité. Ces prêtres réunissent les fidèles pour des causeries, récitation de chapelets, etc...

« Loisirs. — Liberté complète dans le camp le dimanche après-midi. Cette soirée est agrémentée de représentations données par une troupe théâtrale organisée par les internés. Cinéma, une ou deux fois par semaine (films allemands), T.S.F. dans chaque baraque (communiqués allemands). Beaux concerts donnés par l'orchestre des prisonniers.

« Tous les prisonniers sont d'accord pour trouver qu'ils sont mieux à Weimar qu'ils ne l'étaient à Fresnes ou dans les autres prisons françaises.

« Nous rappelons aux familles des déportés que le bombardement allié des usines de Weimar, qui a eu lieu vers la fin d'août, n'a fait aucune victime parmi les déportés du camp.

« Nous rappelons aussi que la plupart des trains partis de Compiègne et de Fresnes en août 1944 étaient dirigés sur « Weimar ».

Devant le Tribunal de Nüremberg beaucoup d'accusés ont cité ce texte. Il est clair qu'il contenait *la théorie* et il serait vain de soutenir que, dans *la pratique*, notre vie pouvait être comparée

à la description somme toute assez sympathique et rassurante qu'en donne ce communiqué : dans la pratique c'était horrible...

Mais, dans le monde entier la théorie est toujours une chose et la pratique toujours une autre. Pour rendre sensible la différence qu'en l'occurrence il existait entre l'une et l'autre, je ne saurais mieux faire que de risquer une comparaison : c'est un peu l'histoire de l'éclipse de lune qu'on raconte sûrement aussi dans les casernes allemandes. Le colonel dit un jour au commandant qu'il y aurait lieu de faire observer à toutes les recrues une éclipse de lune qui aura lieu le soir même à 23 heures. Le commandant transmet au capitaine qui transmet au lieutenant et, finalement l'affaire arrive aux soldats par les caporaux, dans la forme suivante : « Par ordre du Colonel, une éclipse de lune aura lieu ce soir à 23 heures. Tous ceux qui n'y participeront pas auront quatre jours ! »

Ainsi en fut-il des camps de cencentration : en France, le gouvernement Daladier qui avait construit des camps pour les Espagnols, les avait dotés d'une réglementation que devaient surveiller des gendarmes dont les possibilités étaient intellectuellement — et humainement ! — très limitées. En Allemagne, il en fut de même à cette aggravation près que les soldats et les policiers étaient doublés par des détenus pris parmi nous. Ces détenus — pris parmi nous, je le répète — furent un de nos plus grands malheurs. Ils constituaient un

appareil : la Haeftlingsführung dont je vous parlerai plus longuement dans quelques instants.

En Russie (Karaganda) nous dit Margareth Buber-Neuman, il en était de même. Et de même en Italie (Lipari) sous Mussolini. De même encore en Grèce (Makronissos), en France dans les camps pour collaborateurs (Carrère, la Noë, etc...), en Algérie, etc... Car, c'est une vérité qui ne paraît plus guère contestable que, dans tous les pays où il y en eut, les camps de concentration sont ce qu'ils sont, quelles que soient les formes de gouvernement.

Pourquoi alors l'Allemagne serait-elle seule accusée ? Là est la question, la plus grave question de notre temps. Avant d'y répondre, je voudrais d'abord traiter du deuxième point de ma conférence : le problème des atrocités et de ceux qui en sont responsables.

*
* *

Les atrocités et ceux qui en sont responsables sont évidemment inséparables. Peut-être d'ailleurs vous étonnerai-je : ces atrocités, je renonce, en effet, à la fois à vous en donner une liste et à vous les décrire. Sur le sujet, vous n'avez déjà que trop entendu. L'atrocité ne prouve d'ailleurs rien, en histoire, ni contre celui qui la commet, ni en faveur de celui qui la subit ; nous n'avons que trop d'exemples d'un monde où la victime du jour est le bourreau du lendemain et vice versa. Il me

suffira donc de vous dire que les camps de concentration étaient un univers d'horreurs. Et si quelque chose devait être ajouté, ce serait ceci : malgré cela, à peu près tous ceux qui en ont parlé ont encore forcé la dose et surtout les explications qu'ils en ont données n'ont pas grand'chose de commun avec la vérité.

On doit ici compter avec le complexe du Mensonge d'Ulysse qui est celui de tous les hommes, par conséquent de tous les internés. L'humanité a besoin de merveilleux dans le mauvais comme dans le bon, dans le laid comme dans le beau. Chacun espère et veut sortir de l'aventure avec l'auréole du saint, du héros ou du martyr, et chacun ajoute à sa propre odyssée sans se rendre compte que la réalité se suffit déjà amplement à elle-même.

Avec les mensonges d'Ulysse, on a fait jadis un chef-d'œuvre de poésie qui a séduit l'humanité et passé les siècles. Avec ceux des déportés, on a aujourd'hui bâti une politique. Et c'est la différence.

Au regard de l'Histoire qui comprend aussi la statistique, l'importance des responsabilités varie selon qu'il y a eu 4 ou 48 fours crématoires à Auschwitz, 2.500.000 victimes ainsi que le prétend un livre récemment paru et attribué au commandant du camp, ou 6 millions comme on l'admet généralement, ou 9 millions comme le disent encore quelques journaux, ou 45 millions comme l'a écrit le communiste hongrois Niyzsli Miklos.

En matière de chiffres, les « témoins » ont dit et écrit les choses les plus invraisemblables. En matière de mise en œuvre des moyens de conduire à la mort aussi. La littérature concentrationnaire dans son ensemble offre l'aspect d'un rassemblement de ragots contradictoires. Mais nous sommes ici pour rechercher une vérité non pour discuter sans fin d'un roman écrit chez la portière.

De toutes façons, une chose est sûre : de ces horreurs et atrocités, le peuple allemand est irresponsable, totalement irresponsable. On lui a fait deux reproches : il s'était prononcé en faveur du nazisme et jamais n'avait protesté. Sur le premier on sait que, jamais un peuple ne choisit son gouvernement : dans tous les pays du monde, l'opinion publique est faite par les journaux et les journaux — comme la radio — appartiennent à ceux qui possèdent l'argent. Dans ces conditions, un choix électoral est très facilement et toujours une imposture et une falsification. Sur le deuxième reproche, il est notoire que jamais le peuple allemand n'a su ce qui se passait dans les camps : les S.S. qui veillaient à la porte en ignoraient eux-mêmes la plus grande partie !

Il n'est d'ailleurs que de citer l'exemple des camps actuels : le peuple français, lui aussi, ignore ce qui se passe dans les camps algériens.

Ce qui est indiscutable au plan des responsabilités, c'est que les gouvernements allemands de ces temps-là ont les leurs. Personne jamais n'a songé à prétendre le contraire. Depuis 1933, le gouverne-

ment nazi avait construit et utilisé les camps. Mais, dans la période contemporaine, quel gouvernement de quelque forme et de quelque politique qu'il se réclame est à l'abri de ce reproche ? Et pour prétendre à s'ériger en juge, il est clair qu'y aurait seulement droit un gouvernement qui n'aurait jamais eu recours à ce moyen. Il y aurait alors beaucoup d'accusés et peu d'accusateurs...

*
* *

Pourquoi, maintenant, les camps sont-ils si horribles dans tous les pays ? Les camps allemands nous fournissent la réponse et pour bien comprendre, on doit d'abord savoir comment ils étaient administrés. Voici donc : sous les regards de la S.S. les camps étaient administrés par les internés eux-mêmes et ceci explique tout. La véritable administration était le Hæftlingsführung. Cette administration était toute-puissante, elle s'appuyait sur la S.S. qui, toujours, lui apportait sa caution et son aide. Le Dr Eugen Kogon, le plus important et le plus complet de tous les témoins, dit lui-même dans son livre, *l'Enfer organisé* :

« *Ses tâches étaient les suivantes : maintenir l'ordre dans le camp, veiller à la discipline pour éviter l'intervention S.S. etc...* » (p. 62).

« *Les Directions S.S. des camps n'étaient pas capables d'exercer sur des dizaines de milliers de détenus un contrôle autrement qu'extérieur et sporadique.* » (Page 275).

Et il donne un exemple :

« *On sait que, dans les camps, le bureau de la statistique du travail, composé de détenus, régissait l'utilisation de la main-d'œuvre sous le contrôle et les instructions du chef de la main-d'œuvre et du service du travail. Avec les années, la S.S. fut débordée par les énormes demandes. A Buchenwald, le capitaine S.S. Shwartz n'essaya qu'une fois de former lui-même un transport de mille détenus. Après avoir fait séjourner presque tout le camp une demi-journée sur la place d'Appel pour passer les hommes en revue, il parvint à rassembler* 600 *hommes. Mais les gens examinés qui avaient dû sortir du rang filèrent tout simplement dans d'autres directions, et nul ne resta aux mains de Shwartz...* » (Page 286.)

A mon sens, il n'y avait aucun inconvénient à ce que l'expérience Schwartz se répétât chaque fois qu'il était question d'organiser un transport vers quelque lieu de travail : si les S.S. n'avaient jamais pu y arriver, il n'en eût que mieux valu. Mais :

« *A partir de ce moment, le chef de la main-d'œuvre abandonna aux détenus de la statistique du travail toutes les questions de la répartition du travail.* » (Ibid.)

Et, après avoir été sélectionné sur la place d'Appel, il ne fut plus possible de « filer dans toutes les directions comme avec Schwartz : gummi à

la main, tous les Kapos, tous les chefs de Block, tous les Lagerschutz, etc... dressaient un barrage menaçant contre toute tentative de fuite. Auprès d'eux, le S.S. Schwartz paraissait débonnaire. Ils étaient communistes, anti-fascistes, anti-hitlériens, etc..., mais ils ne pouvaient tolérer que quelqu'un troublât l'ordre hitlérien des opérations ou tentât d'amoindrir l'effort de guerre du III[e] Reich en cherchant à lui échapper.

Il est, en effet, reconnu par tout le monde aujourd'hui que les déportés qui faisaient partie de cette bureaucratie étaient les moins honnêtes et les moins scrupuleux. Pour tout dire, dans un monde où toutes les races et tous les types sociaux étaient rassemblés, ils étaient la lie de la population.

Et que s'est-il passé sous leur autorité ?

C'est encore Eugène Kogon qui nous renseigne :

« *En fait les détenus n'ont jamais reçu les faibles rations qui leur étaient destinées en principe. Tout d'abord, la S.S. prenait ce qui lui plaisait puis les détenus qui travaillaient dans le magasin à vivres et dans les cuisines « se débrouillaient » pour prélever amplement leur part. Puis les chefs de chambrée en détournaient une bonne quantité pour eux et pour leurs amis. Le reste allait aux misérables détenus ordinaires.* » (Page 107)

Il y a lieu de préciser que tout ce qui détenait une parcelle d'autorité dans le camp était par là même, placé pour « prélever » : le doyen de camp

qui délivrait globalement les rations, le Kapo ou le chef de Block qui se servaient copieusement en premier lieu, le chef d'équipe ou l'homme de chambre qui coupaient le pain ou mettaient la soupe dans les écuelles, le policier, le secrétaire, etc... Il est curieux que Kogon ne le mentionne qu'à peine.

Tous ces gens se gobergeaient littéralement des produits de leurs vols, et promenaient dans le camp des mines florissantes. Aucun scrupule ne les arrêtait :

« *Pour l'infirmerie des détenus, il y avait dans les camps une nourriture spéciale pour les malades, ce qu'on appelait la diète. Elle était très recherchée comme supplément et sa plus grande part était détournée au profit des personnalités du camp : Doyens de Blocks, Kapos, etc... Dans chaque camp, on pouvait trouver des communistes ou des criminels qui, pendant des années, recevaient, en plus de leurs avantages, les suppléments pour malades. C'était surtout une affaire de relations avec la cuisine des malades composée exclusivement de gens appartenant à la catégorie de détenus qui dominaient le camp, ou une affaire d'échange de bons services : les Kapos de l'atelier de couture, de la cordonnerie, du magasin d'habillement, du magasin à outils, etc... livraient, en échange de cette nourriture, ce que leur demandait les autres. Dans le camp de Buchenwald, de* 1939 *à* 1941, *près de quarante mille œufs ont été*

ainsi détournés, à l'intérieur même du camp. » (Pages 110-111-112.)

Pendant ce temps, les malades de l'infirmerie mouraient d'être privés de cette nourriture spéciale que la S.S. leur destinait. Expliquant le mécanisme du vol, Kogon en fait un simple aspect du « système D », indistinctement employé par tous les détenus qui se trouvaient sur le circuit alimentaire. C'est, à la fois, une inexactitude et un acte de bienveillance à l'égard de la Haeftlingsführung.

Le drame commençait à la porte de l'infirmerie.

« *Quand le malade y était enfin arrivé, il lui fallait d'abord faire la queue dehors par n'importe quel temps et avec des chaussures nettoyées. Comme il n'était pas possible d'examiner tous les malades, et comme il se trouvait d'ailleurs parmi eux toujours des détenus qui n'avaient que le désir compréhensible en soi de fuir le travail, un robuste portier détenu procédait à la première sélection radicale des malades.* » (Page 130.)

Le Kapo, choisi parce qu'il était communiste, choisissait un portier, non parce qu'il était capable de discerner les malades des autres ou, entre les malades, ceux qui l'étaient le plus de ceux qui l'étaient le moins, mais parce qu'il était robuste et pouvait administrer de solides raclées. Il va sans dire qu'il l'entretenait en forme par des soupes supplémentaires.

Pour ce qui est des S.S. voici ce que dit E. Kogon :

« *Ils ignoraient ce qui se passait réellement derrière les barbelés.* (p. 275).

« *La dernière année, l'administration interne de Buchenwald était si solidement organisée que la S.S. n'avait plus le droit de regard sur certaines questions intérieures fort importantes. Fatiguée, la S.S. était maintenant habituée à « laisser aller les choses » et, en gros, elle laissait faire les politiques.* » (p. 284).

Mon opinion d'ensemble est donc la suivante qu'on trouvera d'ailleurs dans mon livre : parce que, nous ayant volés sans vergogne sur le chapitre de la nourriture et de l'habillement, malmenés, brutalisés, frappés à un point qu'on ne saurait dire et qui a fait mourir 82 % — disent les statistiques — d'entre nous, les survivants de la bureaucratie concentrationnaire ont vu dans les chambres à gaz l'unique et providentiel moyen d'expliquer tous ces cadavres en se disculpant.

Cette thèse a été confirmée de façon éclatante le 22 juillet 1953, à la tribune du Conseil de la République par M. de Chevigny, sénateur d'un département de l'Est, lequel ex-déporté de Buchenwald a révélé que « *les Allemands avaient laissé les détenus faire leur propre police et que pour accomplir les exécutions hâtives — sans chambres à gaz ! — on trouvait toujours des amateurs passionnés. Tous ou presque tous ces acharnés de justice ont été pris plus tard en flagrant délit* », ajou-

tait le sénateur (J.O. du 23 juillet 1953 — Débats parlementaires).

Prétendre tout cela — qui est aujourd'hui l'opinion de beaucoup de bons esprits — est-ce minimiser les responsabilités de la S.S. et du nazisme ? Cette accusation grossière tombe d'elle-même à partir du moment où l'on commence par dire qu'on lui doit la création de certains camps et où l'on continue en précisant que tout se faisait sous leurs yeux, bien qu'ils les fermassent. Mais comment passer sous silence les responsabilités propres à la Hæftlingsführung? Ce serait cependant n'être pas complet que de ne pas ajouter que le principal responsable c'est la guerre et que les responsabilités de la guerre sont, au-delà des problèmes de partis politiques ou de gouvernements, des problèmes de régime : deux guerres ont apporté les camps en Allemagne comme la guerre d'Algérie les apporte aujourd'hui en France... avec leur cortège habituel d'horreurs et d'atrocités.

C'est cela dont Eugen Kogon ne veut absolument pas convenir : pour lui le responsable de l'atrocité dans la guerre, c'est toujours le soldat, non le régime. Mais on voit bien que c'est une prise de position exclusivement politique, lorsqu'il nous dit que seul le but comptait : maintenir un noyau de prisonniers contre la S.S.

« *Si la garde du camp, dit-il, n'avait pas fait régner une impeccable apparence d'ordre, face à*

la S.S., que ne serait-il pas advenu du camp tout entier, et des milliers de prisonniers, lors des arrivées et des départs en groupe, lors des opérations punitives et « last not least », dans les derniers jours avant la libération ? (page 62).

S'il n'en avait pas été ainsi, il n'aurait pu se produire que :

« *NOUS ne fussions pas TOUS transformés en martyrs, mais puissions continuer à vivre comme témoins.* » (page 62.)

Comme si, au regard de l'histoire, il importait que Kogon et son équipe fussent témoins plutôt que d'autres, que Michelin de Clermont-Ferrand, que François de Tessan, que le Dr Seguin, que Crémieux, que Desnos, etc... car, ce *nous* et ce *tous* ne s'appliquait, bien entendu, qu'aux privilégiés de la Hæftlingsführung et non à tous les politiques qui constituaient, en dépit qu'on en ait, la plus grande partie de la masse. Pas un instant, il n'est à l'idée de l'auteur qu'en se contentant de moins manger et de moins frapper, la bureaucratie concentrationnaire eût pu sauver la presque totalité des détenus, et qu'il n'y aurait, aujourd'hui, que des avantages à ce qu'ils fussent, eux aussi, témoins.

La conséquence de la méthode, c'est qu'à quelques exceptions près, seulement les communistes furent sauvés. Eugen Kogon, lui, a réalisé ce tour de force d'être sauvé par les efforts conjugués de la S.S. et des communistes ! Car, à Buchenwald, c'était

quelqu'un que M. Kogon. Il pouvait dire : « J'avais dans ma main le Dr Ding Schuller » (p. 218) qui, après le commandant du camp, était la plus haute autorité effective et dont il était le secrétaire par-particulier.

Dans sa thèse « *Croix gammée contre caducée* » le Dr François Bayle rapporte ce curieux témoignage de Kogon à Nürnberg : Ding Schuller, médecin-chef du camp de Buchenwald, lui aurait demandé de s'occuper de sa femme et de ses enfants, en cas de défaite de l'Allemagne (!...) Si cette demande comportait un contrepartie semblable — ce que Kogon ne dirait pas de toutes manières ! — la situation privilégiée de ce singulier détenu s'expliquerait par un contrat de collaboration dont l'inspiration et les buts seraient beaucoup moins nobles qu'il n'a été jusqu'ici convenu de l'admettre. Spéculer sur cette hypothèse serait aventureux : bornons-nous donc à enregistrer que la collaboration Kogon-S.S. fut, de son aveu même, effective, amicale et souvent intime. Le prix que l'a payée la masse des détenus est évidemment une autre histoire. Car il y avait aussi une collaboration Kogon-P. C. si on le croit lorsqu'il avoue encore qu'il a été porté à son poste de secrétaire particulier du Dr Ding-Schuller « par une habile politique des détenus ». (P. 163) c'est-à-dire de la Hæftlings führung qui était communiste.

Qu'entre la S.S. et les communistes, ses sympathies soient allées à ces derniers, on n'en doute pas

C'est donc leur jeu qu'au camp il jouait. Après la guerre, il a d'abord continué et nous avons eu « L'enfer organisé ». Maintenant, il joue le jeu des Américains. Si cette nouvelle attitude ne consistait pas à passer d'un excès à l'autre, on pourrait seulement dire qu'il est trop tard : le mal est fait. Car son « Enfer organisé » reste le meilleur atout des communistes contre l'Allemagne.

Mais je veux encore dire quelques mots sur la méthode historique de M. Kogon... Pour donner à son témoignage la couleur de la vérité, voici, d'après lui-même, comment il a procédé :

« *Pour dissiper certaines craintes et montrer que ce rapport* (*c'est ainsi qu'il désigne son* Enfer organisé) *ne risquait pas de se transformer en acte d'accusation contre certains détenus qui avaient occupé une position dominante, je le lus, au début du mois de mai* 1945, *dès qu'il eût été couché sur le papier, et alors qu'il ne manquait que les deux derniers chapitres sur un total de douze, à un groupe de quinze personnes, qui avaient appartenu à la direction clandestine* (1) *du camp, ou qui représentaient certains groupements politiques de détenus. Ces personnes en approuvèrent l'exactitude et l'objectivité.*

(1) Eugen Kogon emploie tantôt le mot « illégale », tantôt le mot « clandestine », pour caractériser la Häftlingsführung. En réalité il n'y avait rien, ni de moins illégal, ni de moins clandestin.

« *Avaient assisté à cette lecture :*

1. *Walter Bartel, communiste de Berlin, président du comité international du camp.*

2. *Heinz Baumeister, social-démocrate, de Dortmund qui, pendant des années, avait appartenu au Secrétariat de Buchenwald ; deuxième secrétaire du Block* 50.

3. *Ernest Busse, communiste, de Solingen, Kapo de l'infirmerie des détenus.*

4. *Boris Banilenko, chef des jeunesses communistes en Ukraine, membre du comité russe.*

5. *Hans Eiden, communiste, de Trêves, premier doyen du camp.*

6. *Baptiste Feilen, communiste, d'Aix-la-Chapelle, Kapo du lavoir.*

7. *Franz Hackel, indépendant de gauche de Prague. Un de nos amis, sans fonction dans le camp.*

8. *Stephan Heymann, communiste, de Manheim, membre du bureau d'informations du camp.*

9. *Werner Hilpert, centriste de Leipzig, membre du comité international du camp.*

10. *Otto Horn, communiste de Vienne, membre du comité autrichien.*

11. *A. Kaltschin, prisonnier de guerre russe, membre du comité russe.*

12. *Otto Kipp, communiste de Dresde, Kapo suppléant de l'infirmerie des détenus.*

13. *Ferdinand Rœmhild, communiste de Francfort-sur-le-Mein, premier secrétaire de l'infirmerie des détenus.*

14. *Ernst Thappe, social-démocrate, chef du comité allemand.*

15. *Walter Wolff, communiste, chef du Bureau d'informations du camp.* » (pages 20-21.)

A elle seule, cette déclaration, en quelque sorte liminaire, suffit à rendre tout le témoignage suspect : « *Pour dissiper certaines craintes et montrer que ce rapport ne risquait pas de se transformer en acte d'accusation contre certains détenus qui avaient occupé une position dominante dans le camp...* »

Eugen Kogon a donc évité de rapporter tout ce qui pouvait accuser la Hæftlingsführung, ne retenant de griefs que contre les S.S. : aucun historien n'acceptera jamais cela. Par contre, on est fondé de croire qu'agissant ainsi, il a payé une dette de reconnaissance envers ceux qui lui avaient procuré un emploi de tout repos dans le camp et avec lesquels il a des intérêts communs à défendre devant l'opinion.

A mon sens, ces quinze personnes ont été très heureuses de trouver en Eugen Kogon une plume habile pour les décharger de toute responsabilité, aux yeux de la postérité.

***

Il est impossible de faire une conférence sur les camps de concentration sans y consacrer un paragraphe spécial au problème des chambres à gaz.

Les chambres à gaz sont encore le secret de la dernière guerre : y en eut-il et, s'il y en eut, combien et quel est le nombre des victimes ? Si les deux dernières questions ne se posent pas pour un philosophe ou pour un moraliste, elles se posent pour un historien. Et quant à la première, elle se pause pour tout le monde.

Ici, ce qui est inquiétant, c'est *la forme* générale des témoignages. Eugen Kogon n'a jamais vu de chambres à gaz. Moi non plus, d'ailleurs : je ne puis donc que comparer les témoignages. Eugen Kogon, lui, préfère répondre catégoriquement par l'affirmative et en donner une description détaillée.

« *... d'après le témoignage d'un jeune Juif de Brno, Janda Weiss qui appartenait, en* 1944, *au Sonderkommando* (*crématoire et chambres à gaz*) *dont proviennent les détails suivants, d'ailleurs confirmés par d'autres personnes.* » (p. 155.)

Ce Janda Weiss était polonais et... il est mort ! Seul Kogon...

Un autre témoin, le Dr Benedikt Kautsky qui, en trois années d'internement à Auschwitz n'en a jamais vu, en parle aussi « d'après des témoins dignes de foi » dans son livre « Enfer et damnation » et leur attribue 3.500.000 victimes rien que pour Auschwitz.

Qui sont ces « témoins dignes de foi », on ne l'a jamais su et on ne le saura jamais.

Il y eut même des fantaisistes, témoin cet étrange

abbé Jean-Paul Renard, que j'ai connu à Buchenwald et à Dora, seuls camps que, comme moi et avec moi, il ait connus :

« *J'ai vu rentrer aux douches mille et mille personnes sur qui se déversaient, en guise de liquide, des gaz asphyxiants.* »

En réalité, l'abbé Jean-Paul Renard n'a rien vu de tout cela, puisque les chambres à gaz n'existaient ni à Buchenwald, ni à Dora. Quant à la piqûre qui ne se pratiquait pas non plus à Dora, elle ne se pratiquait plus à Buchenwald au moment où il y est passé.

Comme je lui en faisais la remarque au début de 1947, il me répondit :

« *D'accord, mais ce n'est qu'une tournure littéraire... et, puisque ces choses ont quand même existé quelque part, ceci n'a guère d'importance.* »

Je trouvai le raisonnement délicieux. Sur le moment, je n'osai pas rétorquer que la bataille de Fontenoy était, elle aussi, une réalité historique, mais que ce n'était pas une raison pour dire, même en « tournure littéraire », qu'il y avait assisté. Ni que, si vingt-huit mille rescapés des camps nazis se mettaient à prétendre qu'ils avaient assisté à toutes les horreurs retenues par tous les témoignages, les camps prendraient, aux yeux de l'Histoire, un tout autre aspect que si chacun d'eux se bornait à dire seulement ce qu'il avait vu. Ni non plus qu'il y

avait intérêt à ce qu'aucun d'entre nous ne fût pris en flagrant délit de mensonge ou d'exagération.

A propos des chambres à gaz, l'opinion publique semble s'être laissée prendre à un piège grossier : il est clair, en effet, qu'aucun déporté survivant ne peut avoir vu des chambres à gaz en état de fonctionnement. Mais les réactions de l'opinion publique sont toujours passionnelles et, après une guerre comme celle de 1939-45... Bref.

Ce qui m'étonne, c'est que n'ait jamais été retenu comme significatif qu'au Tribunal de Nüremberg et pas plus que sous aucun des titres de la littérature concentrationnaire, aucun *document écrit* n'ait pu être produit qui atteste que le gouvernement allemand ait donné l'ordre de construire des chambres à gaz « dans le dessein de procéder à des exterminations massives d'internés ».

Malgré cela et bien que, dans son ensemble, l'opinion publique fasse aujourd'hui les plus expresses réserves sur ce qui a été dit des chambres à gaz, on trouve toujours de temps à autre un témoin qui a vu... et qui dit n'importe quoi sans tenir compte de ce qui a été dit avant lui, avec quoi il est régulièrement en contradiction. Mais, maintenant, ce ne sont plus des déportés qui parlent : ce sont de hauts exécutants du régime nazi. Le dernier en date est Rudolf Hoess qui fut commandant du camp d'Auschwitz et dont, en 1958, on a publié la confession sous le titre « *Le commandant du camp d'Auschwitz parle...* ».

« *C'était en été* 1941, *dit-il* (*je ne me souviens plus de la date exacte*), *que je fus soudain convoqué à Berlin chez le Reichsführer S.S.* (*Himmler*) *par l'un de ses aides de camp. Contrairement à ses habitudes, il me reçut* en tête à tête et me déclara (!) *ce qui suit : le Führer a donné l'ordre de procéder à la « solution finale » du problème juif. Nous, les S.S., sommes chargés d'exécuter cet ordre.* » (p. 225)

Et, plus loin (p. 227) :

« *Quelques jours plus tard, j'expédiai au Reichsführer, par message spécial, un plan détaillé de l'emplacement et une description exacte des installations projetées* (*les chambres à gaz*). Je n'ai jamais reçu de réponse ou de décision à ce propos. »

Les chambres à gaz ont cependant été construites parce que, dit Hoess, « *Par la suite, Eichmann me DIT en passant que le Reichsführer était d'accord* » p. (227). *ME DIT,* donc toujours *verbalement.*

Et il répète encore :

« *On n'a jamais pu obtenir à ce sujet, une décision claire et nette de Himmler* » (p. 233).

Si on en croit ce témoin, Himmler n'aurait alors jamais donné l'ordre de construire des chambres à gaz. Cet aveu est d'autant plus étrange qu'il est

fait avec le consentement des communistes qui ont mis le manuscrit en circulation puisque, jusqu'en 1958, ce manuscrit était précieusement conservé à Auschwitz en zone russe.

A ce sujet, voici une petite histoire qui fait état d'un autre ordre soi-disant donné par Himmler et sur lequel la littérature concentrationnaire est très prolixe : celui de faire sauter tous les camps à l'approche des troupes alliées et d'y exterminer ainsi tous leurs occupants, gardiens y compris.

Le médecin-chef S.S. du Revier de Dora, le Dr Plazza le confirma dès qu'il fut capturé et en eut la vie sauve. Au Tribunal de Nüremberg, on le brandit contre les accusés qui nièrent. Or, dans le *Figaro Littéraire* du 6 janvier 1951, sous le titre « Un juif négocie avec Himmler » et sous la signature de Jacques Sabille, on a pu lire :

« *C'est grâce à la pression de Gunther, exercée sur Himmler par l'intermédiaire de Kersten* (*son médecin personnel*) *que l'ordre cannibale de faire sauter les camps à l'approche des alliés — sans ménager les gardiens — est restée lettre morte.* »

Ce qui signifie que cet ordre, reçu par tout le monde et abondamment commenté dans la littérature concentrationnaire n'a jamais été envoyé à personne. M. Joseph Kessel l'a encore récemment confirmé dans « Les mains du miracle » qui racontent l'aventure du Dr Kersten. Et voici que le commandant du camp d'Auschwitz nous dit qu'il

en est de même de l'ordre de construire des chambres à gaz !

Son livre, d'ailleurs, décrit les exterminations par les gaz et dit qu'on a employé *un insecticide* : le cyclon B. Un insecticide : aucun gaz non plus n'avait donc été prévu pour exterminer (!!)

Et qu'est-ce que le cyclon B ? Page 228, Hoess nous dit que « *Le cyclon B se présente sous la forme de cailloux bleus d'où le gaz se dégage sous les jets de vapeur d'eau.* » Nous sommes donc loin des tuyaux d'arrivée de gaz que des guides illettrés présentent toujours aux visiteurs de Dachau et de Mauthausen. Mais, page 236, Hoess dit encore que « *l'action d'extermination une fois achevée, on pouvait se servir des chambres de déshabillage et des chambres à gaz pour les douches* ».

Si donc il est exact qu'Himmler n'a jamais donné l'ordre de construire des chambres à gaz comme il est dit page 227, ne doit-on pas se demander si les salles de douches n'ont pas été utilisées comme chambres à gaz ?

C'est, en tout cas, la première fois qu'à ma connaissance, dans la littérature concentrationnaire et venant des officiels, les chambres à gaz sont présentées comme pouvant servir indifféremment pour la douche et l'extermination et c'est aussi la première fois que le gaz utilisé a été décrit à la fois si minutieusement et comme ne pouvant être utilisé *que* dans des salles de douches. Alors, pour-

quoi avoir construit deux installations pour l'un et l'autre besoin ?

De toutes façons, il a fallu douze années pour avoir ces précisions que ni David Rousset, ni Eugène Kogon, ni le communiste hongrois Niyzli Miklos n'avaient jamais données. Encore douze années et, peut-être aura-t-on des témoignages enfin et en tous points cohérents. Il suffit seulement que dans les « ateliers » où ils corrigent l'histoire à longueur de journée, les Russes se décident à ne plus employer que du personnel qualifié pour la fabrication des faux historiques. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'ils sont en progrès surtout si l'on tient compte qu'en janvier 1947, ils avaient réussi à faire accepter comme *authentique* par le Tribunal de Nüremberg jugeant les médecins, le document P.S. 1553 — R.F. 350 (remis au tribunal par un parent d'un témoin qui avait eu la sagesse de se suicider aussitôt après l'avoir rédigé et qui fut publié dans le n° 2 de la revue « *Dreimonatliche Hefte neuere Geschichte* » en 1953, puis dans le journal suédois *Dagens Nyheter* le 16 juillet 1953) selon lequel les juifs étaient asphyxiés « *par groupes de* 750 *à* 800 » dans des chambres à gaz qui avaient « 25 m2 *de surface de base et* 1 m. 80 *de hauteur* ». Quant au gaz employé, il s'agissait alors du « gaz d'échappement d'un moteur Diesel » et, comprimés dans ces chambres, précisait encore le témoin, les 750 à 800 personnes mettaient « *trois heures pour mou-*

rir, chronomètre en mains ». De quoi faire frémir les historiens de l'avenir quand ils se pencheront sur les étranges « documents » que le Tribunal de Nüremberg a pris au sérieux.

*
* *

Je ne dirai rien du nombre des victimes dont le livre de Hoess fait état : page 229, il dit que « *jamais les convois de gens destinés à l'extermination ne comptaient plus de mille personnes* » et, page 239, que « *les arrivées se succédaient au rythme de* 1.000 *personnes par convoi* » après avoir dit, page 236, qu'il arrivait au maximum « *cinq convois par jour* » et que cela faisait 15.000. Le « témoignage » est jugé.

Mais je veux encore citer deux petites phrases de lui :

« *Fin novembre* 1940, *je fus convoqué pour la première fois chez le Reichsführer et je reçus l'ordre de procéder à un agrandissement de l'ensemble du territoire du camp... Il s'agit de la construction de Birkenau* (*Auschwitz II*) *qui devait être suivi de l'aménagement de l'ensemble des Kommandos de Monowitz pour l'I.G. Farben* (*Auschwitz III*). *La construction d'Auschwitz IV a été interrompue par la défaite hitlérienne.* »

A ma connaissance, c'est aussi la première fois que la littérature concentrationnaire fait état de la nécessité dans laquelle se trouvait l'Allemagne

en guerre de transporter dans les camps, comme ses autres industries, celles des colorants sous les espèces de l'I.G. Farben, — celle des colorants où l'utilisation du gaz est indispensable. S'il y a des ordres de construction de chambres à gaz dans les camps, on ne peut, dans cette hypothèse, pas les produire parce qu'ils font sûrement mention du but. Et cela expliquerait que, dans cette affaire, tout soit verbal.

Aujourd'hui — j'en ai souvent fait publiquement la remarque — on ne parle plus guère que des chambres à gaz d'Auschwitz qui sont en zone russe et, à propos desquelles tous les documents produits sont, de ce fait, incontrôlables. Il suffit d'ailleurs de dire que, bien qu'on puisse toujours les visiter, dans *Exodus*, M. Léon Uris nous a appris « qu'elles avaient été détruites en novembre 1944 par les Allemands » et qu'ils se contredisent entre eux — comme Hoess contredit Miklos qui contredit Kogon, lequel n'est pas toujours d'accord avec Rousset — parfois d'une page à l'autre.

A ce propos, voici ma deuxième et dernière citation :

« *Le Reichsführer a donné l'ordre d'exterminer tous les juifs.* » (p.189.)

Et :

« *Le Reichsführer voulait toujours plus de détenus spéciaux* (juifs) *pour l'industrie des armements.* » (p. 225)

Pour tout dire, le moins que l'on puisse penser, c'est que ce « document » a été un peu hâtivement fabriqué et sans doute par les procédés en honneur dans les célèbres « Procès de Moscou » sur lesquels Arthur Koestler a tout dit dans son non moins célèbre livre « *Le Zéro et l'Infini* ».

* * *

Il ne me reste plus maintenant qu'à répondre à ma question du début : pourquoi l'Allemagne a-t-elle été et reste-t-elle seule accusée ?

Dès que, les hostilités ayant à peine pris fin, l'existence des camps allemands de concentration fut révélée au monde — en même temps, d'ailleurs, qu'au peuple allemand — ce ne fut qu'un cri : on n'avait jamais vu cela et il fallait un génie aussi démoniaque que celui de l'Allemagne pour l'inventer. Personne ne remarqua sur le moment que ceux qui criaient le plus fort étaient les communistes. Et, comme les communistes ajoutaient qu'ils s'y étaient le mieux conduits, que grâce à eux beaucoup de gens voués à l'extermination avaient été sauvés d'une mort affreuse, à quelques esprits près, tout le monde leur emboîta le pas et les crut d'autant plus facilement qu'ils avaient trouvé deux écrivains de talent, sinon d'une indiscutable moralité, pour les cautionner : David Rousset en France et Eugène Kogon en Allemagne.

Le temps aidant, si les choses ne rentrèrent pas tout à fait dans l'ordre normal, la vérité sortit peu à peu du puits.

Les historiens, un moment étonnés par la version communiste, et qui n'avaient cependant rien osé dire, les communistes étant au pouvoir dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, commencèrent à écrire que l'Allemagne n'avait pas inventé les camps de concentration, que les Anglais les avaient utilisés contre les Boers en Afrique à la fin du siècle dernier, que les Français y avaient parqué les Espagnols en 1938, que les Russes s'en servaient depuis 1927 et qu'ils y gardaient jusqu'à 20 millions de personnes, etc... Bref, *que tous les pays du monde* avaient, à une période ou à une autre de leur histoire, utilisé cette institution et que, chaque fois, on avait pu y constater les mêmes horreurs que dans les camps de concentration allemands, *quelle que soit la forme du gouvernement.*

En France et probablement dans le monde, je crois bien avoir été le premier à avancer cette thèse et cela dès 1947, c'est-à-dire dès que parurent les livres de David Rousset et d'Eugène Kogon, devant lesquels il me sembla aussitôt que garder le silence eût été criminel.

A mes yeux, la manœuvre des communistes était claire : en mettant l'accent sur les camps allemands, ils pensaient faire diversion et détourner l'attention du monde des 20 millions de personnes

qu'ils gardaient dans leurs propres camps et auxquels ils imposaient des conditions de vie dont les témoignages aujourd'hui publiés de quelques rescapés (Margareth Buber-Neuman, notamment) ont amplement prouvé qu'elles étaient pires encore que celles que nous avions connues dans les camps allemands. En outre, cultivant l'horreur en s'appuyant sur David Rousset et Eugène Kogon, les communistes dont le thème central était « N'oubliez jamais cela » voulaient maintenir les puissances occidentales en état de division et, plus particulièrement, empêcher tout rapprochement entre la France et l'Allemagne, piliers de l'union générale.

Aujourd'hui seulement, on s'aperçoit que, sur ce dernier point, ils ont atteint leur but et on commence à comprendre que leur thèse sur les camps allemands de concentration ne les a pas peu aidés.

Et on commence aussi à s'apercevoir que la forme même dans laquelle on a prétendu accuser le nazisme faisait pratiquement retomber toutes les fautes et tous les crimes qu'on lui reprochait sur le peuple allemand. Krouchtchev ne s'y est pas plus trompé que Staline : « Le militarisme allemand, le fascisme allemand », dit-il, toujours tandis que quelques insensés lui font écho avec « la barbarie allemande »...

Il y a donc une pente à remonter.

Pour ma part, je n'ai jamais compris que le peuple allemand n'ait, lui, jamais tenté de consti-

tuer un comité d'historiens indépendants qui se serait donné pour but de rechercher la vérité sur les camps de concentration allemands.

Si j'avais quelque conseil à vous donner, ce serait donc le suivant : les partis politiques ne recherchant jamais que des vérités politiques, c'est un comité de ce genre qu'il faut créer, non un parti. Des partis politiques, il y en a déjà d'ailleurs beaucoup trop. Je ne saurais mieux définir l'urgence qu'il y a à s'engager dans cette voie qu'en vous citant pour terminer un passage d'un article de l'écrivain français Pierre Gascar, paru récemment dans *Le Figaro* du 9-2-1960 :

« *J'entendis, l'autre jour, le recteur de l'Université de Berlin-Ouest évoquer, devant un amphithéâtre empli d'étudiants, les années de honte de l'Allemagne. Il employait des termes énergiques et le ton de sa voix exprimait la sincérité. Je regardais ces jeunes gens et ces jeunes filles qui, silencieusement, recevaient ces paroles : plus exactement, ce fardeau. Et j'éprouvais un peu de tristesse et de gêne. La pensée de ce peuple, un tel passé l'opprime cruellement et je ne crois pas qu'il soit bon de partir, à vingt ans, avec une conscience ainsi lestée.*

« *Je m'étais longtemps interrogé sur certain silence de l'Allemagne intellectuelle qui nous semble plus singulier aujourd'hui qu'une nouvelle génération prend la relève de celle de la guerre*

et que le pays a retrouvé une vie normale, dans l'ordre matériel. Peu de romanciers, de poètes, encore moins d'essayistes, pas un seul auteur dramatique dont l'œuvre passe les frontières, une musique qu'on n'entend guère, une peinture qu'on ne distingue pas aisément... Cette jeunesse sage, qui, les bras croisés, apprend, à longueur d'année, à l'occasion de chaque leçon d'histoire contemporaine ou dans une grande partie de la littérature étrangère de ces dernières années, que ses devanciers et ses proches furent indignes, que le déshonneur finit à peine avec elle et reste assez proche pour l'enfermer dans la suspicion, m'apportait une première réponse.

« *Dès lors, je crus mieux comprendre cette religion du « miracle économique » cet attachement au confort qui a amené une sorte d'américanisation des grandes villes allemandes. En choisissant le réfrigérateur, l'Allemand se dit qu'au moins il est sûr de ne pas se réveiller, un beau matin, coupable de crime envers l'humanité.* »

Cet article prouve que si M. Krouchtchev ne s'est pas trompé sur l'utilisation qu'il pouvait faire de la littérature concentrationnaire, le peuple allemand ne s'est lui non plus pas trompé sur l'injure qu'elle constituait pour lui.

J'ai moi-même fait des remarques analogues à celles de Pierre Gascar : la jeunesse vous attend, mettez vite sur pied ce comité pour la recherche

de la vérité historique. Et l'espoir renaîtra car, privant ses adversaires de tous leurs arguments, vous aurez ouvert la voie à l'Europe.

Mars-Avril 1960.

Conclure ?

Ce petit recueil ne comporte pas de conclusion : le lecteur a sûrement compris que le débat restait ouvert et que, tant qu'il le resterait, il ne serait possible de tirer de conclusions que partielles. Or, en l'occurrence, des conclusions partielles se limiteraient à une récapitulation des vérités qui nous ont été « révélées » à la libération et qui peuvent déjà être considérées comme de basses impostures. Et ce serait faire injure au lecteur que de ne le pas croire capable de procéder lui-même à cette récapitulation après lecture.

Ce qui, par contre, le surprendra sans doute, c'est que je n'aie pas fait la moindre allusion au *Dossier Eichmann* qui vient d'être présenté au public par MM. Edgar Faure, François de Menthon et Joseph Billig.

Je lui dois donc une explication.

A la date à laquelle *Ulysse trahi par les siens* a été envoyé à l'impression, nous savions déjà, mon éditeur et moi, qu'un livre dont le titre n'avait pas

encore été rendu public était en préparation sur le cas Eichmann et qu'il consisterait en un commentaire de documents fait par M. Joseph Billig du *Centre de documentation juive contemporaine* et fonctionnaire du *Centre National de la Recherche scientifique.* Mais nous ne pensions pas qu'il serait aussi mince — rien d'inédit ! — ni qu'on commettrait l'imprudence de répandre dans l'opinion une thèse aussi fragile à la veille d'un procès qui, s'il a lieu, ne peut manquer de la mettre en pièces.

J'avais, d'autre part, déjà projeté moi-même de constituer un dossier Eichmann pour l'histoire — non pour la politique — et donc dans le respect des règles en usage chez les historiens, c'est-à-dire après avoir entendu aussi l'accusé.

C'est cela que je sous-entendais lorsque dans l'introduction de ce recueil, j'écrivais qu'après celle-ci, *le Mensonge d'Ulysse* « aurait sûrement au moins une autre suite ».

L'empressement de MM. Edgar Faure, François de Menthon et Joseph Billig à présenter un dossier qui ne pouvait être qu'incomplet m'aura permis de fixer le lecteur sur la nature de cette suite.

Et de prendre date.

*
* *

Si, soucieux de la forme, le lecteur voulait cependant qu'à tout prix ce petit recueil eût une conclusion, il me suffira de lui dire qu'elle ne

pourrait porter que sur l'évolution des interprétations successives, du problème concentrationnaire, du national-socialisme et de ses protagonistes allemands, dont l'opinion mondiale a été, depuis 1945, nourrie par des gens dont le scrupule n'était pas la vertu principale.

Ici encore, on me permettra de rapporter des textes :

« *Que l'on se rappelle les prestations de serment des aspirants S.S., à minuit, dans la cathédrale de Brunschwig*, écrivait par exemple Eugen Kogon en 1945. *Là, devant les ossements de Henri Ier, l'unique empereur allemand qu'il appréciât, Himmler aimait à développer la mystique de la « Communauté des conjurés* ». Puis, il se rendait ensuite, sous le gai soleil, dans quelque camp de concentration, pour voir fouetter en série *les prisonniers politiques.* » (Page 24.)

Et, par la suite, cette façon de mettre en évidence le sadisme, fut imitée en l'appuyant sur des exemples identiques multipliés à l'infini, par tous les tâcherons de la littérature concentrationnaire.

Mais, en 1960, voici comment nous fût présenté Himmler par Joseph Kessel :

« Le chef suprême des bourreaux, le maître « des supplices, *ne supportait pas la vue des souf-* « *frances, ni d'une goutte de sang*. (Les Mains du Miracle, p. 163.)

Les ordres d'extermination de la population juive européenne ont, depuis 1945, eux aussi été présentés, quant à leurs origines, sur des formes successives qui trahissent une évolution dans le même sens : Eugen Kogon, David Rousset, Martin Chauffier, Léon Uris, Joël Brand, Alexandre Weisberg, etc... les ont tous fait émaner de Hitler et de Himmler; en 1959 encore, dans *Les Mains du miracle*, Joseph Kessel, s'il ne fait de Himmler qu'un agent de retransmission *contre son gré*, en impute l'initiative et la responsabilité à Hitler.

Mais, le 15 décembre 1960, dans *La Terre retrouvée* (p. 4, 4e col.) on pouvait lire :

« *Des documents étudiés, il ressort, d'après le Dr Kubovy, qu'Eichmann est personnellement responsable de l'extermination des Juifs d'Europe.* Alors qu'il n'existe aucun document signé par Hitler, Himmler ou Heydrich parlant d'exterminer les Juifs et que le mot « extermination » n'apparaît pas dans la lettre de Goering à Heydrich concernant « la solution finale » de la question juive, *il existe près de 500 lettres signées par Eichmann prouvant que c'est lui qui est responsable de l'organisation de massacres massifs qui ne lui ont jamais été ordonnés, mais seulement suggérés.* » (1)

(1) On ne manquera pas de sourire, je pense, en apprenant aujourd'hui que le responsable de tout ce qui peut être reproché au national-socialisme en matière de « crimes contre la conscience universelle » est un simple

Parce que, pour avoir suivi d'assez près le déroulement du Procès de Nüremberg, je m'étais, entre autres, cru autorisé à écrire cela — sans citer Heydrich toutefois ! — les officiels de la littérature concentrationnaire ont poussé les cris d'orfraie dont on ne peut pas ne pas se souvenir.

Aujourd'hui...

Je n'en finirais pas de citer des exemples de cette évolution.

Tout est donc très clair : si ce petit recueil me valait à nouveau d'être accusé d'antisémitisme, de fascisme et de vouloir encore minimiser les crimes des nazis ou du nazisme, je ne manquerais de répondre, premièrement que je ne suis plus seul et, deuxièmement, que je ne suis pas en si mauvaise compagnie.

Le 15 janvier 1961.

colonel ! On savait déjà, depuis les célèbres procès des bourreaux d'Arcq et d'Oradour, qu'en certaines occasions les responsables furent des sous-officiers ou des simples soldats. Ainsi, entre les deux guerres, dans leurs journaux destinés aux casernes, les communistes rendaient-ils les adjudants de la coloniale responsables de toutes les exactions du colonialisme, ce qui disculpait... le colonialisme lui-même ou le système capitaliste qui l'avait engendré ! Qu'on en revienne à ces raisonnements simplistes est un signe des temps.

TABLE DES MATIÈRES

Achevé d'imprimer
le vingt janvier MCMLXI
sur les presses des Imprimeries Réunies
pour le compte de
Documents et Témoignages
(Henry Coston. Paris)